



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 25 OCTOBRE 1902.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.
3115

PROVINCE DE QUEBEC.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 20 octobre 1902.

Le troisième jour d'octobre mil neuf cent deux, Arcade Bissonnette, cultivateur, de Saint-Joseph de Soulanges, a été élu député à l'Assemblée Législative de la province de Québec pour représenter le district électoral de Soulanges.

L. G. DESJARDINS,

3569 Greffier de la Couronne en Chancellerie.

PROVINCE DE QUEBEC.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 20 octobre 1902.

Le troisième jour d'octobre mil neuf cent deux, George Henri St. Pierre, avocat, de la ville de Coaticook, a été élu député à l'Assemblée Législative de la province de Québec pour représenter le district électoral de Stanstead.

L. G. DESJARDINS,

3571 Greffier de la Couronne en Chancellerie.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 25th OCTOBER, 1902.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday on each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.
3116

PROVINCE OF QUEBEC.

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHANCERY.

Quebec, 20th October, 1902.

The third day of October one thousand nine hundred and two, Arcade Bissonnette farmer, of Saint Joseph de Soulanges, has been elected member of the Legislative Assembly of the province of Quebec to represent the electoral district of Soulanges.

L. G. DESJARDINS,

3570 Clerk of the Crown in Chancery.

PROVINCE OF QUEBEC.

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHANCERY.

Quebec, 20th October, 1902.

The third day of October one thousand nine hundred and two, George Henri St. Pierre, advocate, of the town of Coaticook, has been elected member of the Legislative Assembly of the province of Quebec to represent the electoral district of Stanstead.

L. G. DESJARDINS,

3572 Clerk of the Crown in Chancery.

Nominations

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nominations de commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 18 courant, 1902, de faire les nominations suivantes, savoir :

Commissaires d'écoles.

Deux Montagnes, Saint-Colomban.—MM. Joseph Kenna et Peter Carroll, en remplacement d'eux-mêmes, leur terme d'office étant expiré.

Maskinongé, Saint-Justin.—MM. David Clément, fils d'Amable, et Adélard Dauphinois, le premier en remplacement de M. Edmond Clément, et le second en remplacement de M. Pierre St. Pierre, dont le terme d'office est expiré. 3573

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 9 octobre 1902, de nommer M. Thomas Muir Horsburg, de la cité de Edinbourg, Ecosse, dans le Royaume-Uni de la Grande Bretagne, solliciteur devant la cour suprême d'Ecosse, commissaire pour recevoir des affidavits, etc., devant servir dans aucune cour de la province, sous l'autorité de l'article 27 du Code de procédure civile de la province de Québec. 3587

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du neuf octobre 1902, de nommer M. Joseph Alexandre Mercier, fils, avocat, de la cité de Montréal, inspecteur des sociétés de Secours Mutuel. 5583

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du neuf octobre 1902, de nommer M. Joseph Gosselin, entrepreneur, de Lévis, membre du conseil des Arts et Manufactures. 3585

Québec, 21 octobre, 1902.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 21 octobre 1902, de nommer MM. Philippe Bergeron, Henry Duilly et Philippe Vincent, estimateurs de la municipalité de Saint-Samuel de Horton, comté de Nicolet, en vertu des dispositions de l'article 728 du code municipal.

Québec, 21 octobre 1902.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 21 octobre 1902, de nommer MM. Daniel Fraser, Alphonse Verdon et Camille Renaud, estimateurs de la municipalité de la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, en vertu des dispositions de l'article 728 du code municipal. 3595

Proclamations

Canada,
Province de
Québec. }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présents parviendront ou qu'elles pourront concerner.—SALUT.

Appointments

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointments of school commissioners.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 18th of October instant, 1902, to make the following appointments, to wit :

School Commissioners.

Two Mountains, Saint Colomban.—Messrs. Joseph Kenna and Peter Carroll, continued in office, their term having expired.

Maskinongé, Saint Justin.—Messrs. David Clément, son of Amable, and Adélard Dauphinois, the former to replace Mr. Edmond Clément, and the latter to replace Mr. Pierre St. Pierre, whose term of office has expired. 3574

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 9th of October, 1902, to appoint Mr. Thomas Muir Horsburg, of the city of Edinburgh, Scotland, in the United Kingdom of Great Britain, solicitor before the supreme court of Scotland, commissioner to receive affidavits, &c., for use in any court of the province, under the authority of article 27 of the Code of civil procedure for the province of Quebec. 3588

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the nine day of October, 1902, to appoint Mr. Joseph Alexandre Mercier, junior, advocate, of the city of Montreal, inspector of Mutual Benefit Associations. 3584

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the nine day of October, 1902, to appoint Mr. Joseph Gosselin, contractor, of Lévis, a member of the Council of Arts and Manufactures. 3586

Québec, 21st October, 1902.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, to appoint, on the 21st of October, 1902, Messrs. Philippe Bergeron, Henry Duilly and Philippe Vincent, valuers of the municipality of Saint Samuel de Horton, county of Nicolet, pursuant to the provisions of article 728 of the municipal code.

Québec, 21st October, 1902.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, on the 21st of October, 1902, to appoint Messrs. Daniel Fraser, Alphonse Verdon and Camille Renaud, valuers for the municipality of the parish of Saint Laurent, in the county of Jacques-Cartier, pursuant to the provisions of article 728 of the municipal code. 3596

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec. }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **ATTENDU** que, sur
Proc.-Gent. } présentation au conseil municipal du comté de Richmond d'une requête des deux-tiers des électeurs municipaux qui sont en même temps propriétaires habitant un certain territoire y mentionné, situé dans la municipalité du canton de Brompton, dans le dit comté, dans Notre province de Québec, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, le dit conseil du dit comté de Richmond, a nommé M. S. Fraser, surintendant spécial, et l'a chargé de visiter le dit territoire, de constater le nombre de maisons y bâties et habitées, et de faire rapport sur la dite requête :

ET ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la désignation des limites qui, dans son opinion, doivent être données au territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie :

ET ATTENDU que le dit rapport du dit surintendant spécial a été homologué sans amendement par le conseil du susdit comté.

ET ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec, a, par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport :

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du Code Municipal de Notre dite Province, Nous déclarons que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit, savoir :

Commencant à un point situé à l'extrémité sud-est de la ligne qui divise le No 31a du No 31b, du cadastre officiel du 4e rang du canton Brompton ; de ce point, en suivant la dite ligne qui divise le No 31a du No 31b, ainsi que le prolongement de cette ligne, dans sa direction vers le nord-ouest, jusqu'à son intersection avec la ligne qui divise le No 28a du No 27d du susdit cadastre du 4e rang de Brompton ; de là, une ligne droite vers le nord, jusqu'à la limite sud de la ligne qui divise le lot No 27b du No 27e, du cadastre du dit rang 4, puis le long de cette ligne de division jusqu'à son intersection avec la ligne qui divise le lot No 26 du lot No 27 de l'arpentage primitif du 4e rang de Brompton ; de là, suivant cette dernière, dans sa direction vers le nord-est, jusqu'au côté nord-est de la propriété du chemin de fer "Grand Tronc" ; de là, en suivant le dit côté nord-est de la dite propriété du chemin de fer "Grand Tronc", dans sa direction vers le nord, jusqu'à la rive nord-est de la rivière Saint-François, dans le canton Stoke ; puis, descendant sur la dite rive nord-est de la rivière Saint-François, jusqu'à son intersection avec la ligne qui divise la moitié sud-est de la moitié nord-ouest du lot No 1 de l'arpentage primitif du 1er rang du canton Stoke ; de là, cette dernière ligne dans sa direction vers le nord-est, jusqu'à un point situé à six (6) arpents au sud-ouest du chemin construit entre les rangs 1 et 2 du dit canton Stoke ; de ce point, dans une direction vers le sud-est, une ligne parallèle au dit chemin construit entre les dits rangs 1 et 2, et menée jusqu'à la ligne qui divise le lot No 6 du lot No 7 de l'arpentage primitif du 1er rang du canton Stoke ; de là, suivant cette dernière, dans sa direction vers le sud-ouest, jusqu'à son intersection avec la rive nord-est de la dite rivière Saint-François, dans le canton Stoke ; de là, une ligne droite, à travers la dite rivière Saint-François, jusqu'à un point situé à l'intersection de la rive sud-ouest de la dite rivière Saint-François avec la ligne qui divise les Nos 31c et 31b des Nos 32a et 32c du susdit cadastre officiel du 4e rang de Brompton ; de ce dernier point, suivant la dite ligne qui divise les Nos 31c et 31b des Nos 32a et 32c, dans sa direction vers le sud-ouest, jusqu'au point de départ.

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **W H E R E A S**, on
Atty.-Gent. } presentation to the municipal council of the county of Richmond of a petition from the two-thirds of the municipal electors who are at the same time proprietors residing in a certain territory therein mentioned, situated in the municipality of the township of Brompton, in the said county, in Our Province of Quebec, praying for the erection of this territory into a village municipality, the said council of the said county of Richmond, has named Mr. S. Fraser, special superintendent, charged to visit the said territory, to establish the number of houses thereon erected and inhabited, and to make a report on the said petition ;

AND WHEREAS the said special superintendent has made a report to the said council mentioning the number of houses erected and inhabited on the said territory, and the designation of the limits which, in his opinion, should be assigned to the territory hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses in a space not exceeding sixty arpents in extent ;

AND WHEREAS the said report of the said special superintendent has been homologated without amendment by the council of the aforesaid county.

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our Province of Quebec, has, by and with the advice of the Executive Council of Our said Province, approved the said report ;

NOW KNOW YE, that, under the authority of the Municipal Code of Our said Province, We do hereby declare that the said territory, to wit :

All the territory bounded as follows, to wit :

Commencing at a point situated at the south east extremity of the line which divides No. 31a from 31b, of the official cadastre of the fourth range of the township Brompton ; from this point, following the said line which divides No. 31a from No. 31b as also the prolongation of this line, in its direction towards the north west, to its intersection with the line which divides No. 28a from No. 27d, of the said cadastre of the 4th range of Brompton ; from thence, a straight line towards the north, to the south limit of the line which divides lot No. 27b from No. 27e, of the cadastre of the said range 4, then along the division line to its intersection with the line which divides lot No. 26 from lot No. 27, of the original survey of the 4th range of Brompton ; from thence, following this last line, in its direction to the north east, to the north east side of the property of the Grand Trunk Railway ; from thence, following the said north east side of the said property of the Grand Trunk Railway, in its direction towards the north, to the north east bank of the river Saint Francis, in the township Stoke ; then, going down the north east bank of the river Saint Francis, to its intersection with the line which divides the south east half from the north west half of lot No. 1, of the primitive survey of the 1st range of the township Stoke ; from thence, this last line in its direction towards the north east, to a point situated at six (6) arpents to the south west of the road built between the ranges 1 and 2 of the said township Stoke ; from this point, in a direction towards the south east, a line parallel to the said road built between the aforesaid ranges 1 and 2, and drawn to the line which divides lot No. 6 from lot No. 7, of the primitive survey of the 1st range of the township Stoke ; from thence, following this last line, in its direction towards the south west, to its intersection with the north east bank of the said river Saint Francis in the township Stoke ; from thence, a straight line, across the said river Saint Francis, to a point situated at the intersection of the south west bank of the said river Saint Francis, with the line which divides Nos. 31c and 31b from Nos. 32a and 32c, of the aforesaid official cadastre of the 4th range of Brompton ; from this last point, following the said line which divides Nos. 31c and 31b from Nos. 32a and 32c, in its direction towards the south west, to the starting point.

Ainsi délimitée, la municipalité du " Village de Brompton Falls " à une superficie d'environ mille cinq cents (1,500) acres en terre ferme, sera détaché de la municipalité du canton de Brompton, et formera une municipalité séparée sous le nom de " La Municipalité du Village de Brompton Falls ". À partir de ce jour.

Et par les présentes, Nous faisons, constituons, érigeons et déclarons le dit village de Brompton Falls, une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre province de Québec.

À Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VING-DEUXIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

3629

Sous-secrétaire de la province.

Canada,

Province de } L. A. JETTÉ.

Québec

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

À Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le NEUVIÈME jour d'OCTOBRE dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le NEUVIÈME jour du mois d'OCTOBRE, mil neuf cent deux, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le DIX-HUITIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE À QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Cheva-

The territory thus bounded containing an area of about fifteen hundred (1,500) arpents of land, shall be detached from the municipality of the township of Brompton, and shall form a separate municipality under the name of " the municipality of the village of Brompton Falls," from and after this day.

And we do hereby make, constitute, erect and declare the said village of Brompton Falls, a village municipality, in conformity with the provisions of the municipal code of the province of Quebec.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honourable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec,

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY SECOND day of OCTOBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and two, and in the second year Our Reign.

By command,

JOS. BOIVIN,

3630

Deputy-provincial secretary.

Canada,

Province of } L. A. JETTÉ.

Quebec.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the NINTH day of the month of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and two, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the NINTH day of the month of OCTOBER, one thousand nine hundred and two, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the EIGHTEENTH day of the month of NOVEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honourable SIR LOUIS

lier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce VINGT-NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

2779

Avis du Gouvernement

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 9 octobre 1902.

Présent : le LIEUTENANT GOUVERNEUR en Conseil.

Vu qu'une société de colonisation est en voie de formation à Fraserville, dans le comté de Témiscouata, sous le nom de "Société de Colonisation de Témiscouata"; le but de la dite société étant d'activer par tous les moyens possibles les progrès de la colonisation dans les comtés de Témiscouata et Kamouraska et spécialement dans cette partie du comté de Témiscouata, appelée "Les Squatecks".

Vu que la dite société a produit la déclaration requise signée par au moins trente de ses membres.

Vu que ceux-ci ont tenu une assemblée préliminaire à laquelle ont été choisis les officiers et les membres du conseil d'administration. Ils ont aussi adopté une constitution et des règlements ainsi qu'en font foi les pièces certifiées et paraphées de record au département.

Vu l'opinion du procureur-général constatant que les documents soumis sont suffisants pour justifier la reconnaissance de cette société en conformité de l'art. 1730 des S. R. P. Q., (à l'exception de cette partie de l'article 5 de la constitution qui pourvoit à la nomination de deux directeurs, dont l'un pour le gouvernement local et l'autre pour le gouvernement fédéral et de l'article 6 qui concerne les directeurs représentant ces deux gouvernements, lesquels doivent être retranchés).

Il est ordonné que la constitution, sauf la restriction ci-dessus quant aux articles 5 et 6 et les règlements adoptés à l'assemblée préliminaire susdite soient approuvés, et la dite société reconnue sous le nom de "Société de Colonisation de Témiscouata".

Il est ordonné en outre que Fraserville, dans le comté de Témiscouata, soit approuvé, aux termes de l'art. 1725 tel qu'amendé des S. R. P. Q., comme localité ou peut être créée une Société de Colonisation.

(Signé) GUSTAVE GRENIER
Greffier du Conseil Exécutif.

DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION ET DES TRAVAUX PUBLICS.

Avis public est donné qu'une société de colonisation a été établie sous le nom de "Société de Colonisation de Témiscouata", par certificat en date du 15 octobre 1902, enregistré au bureau du registraire de la province, le 17 octobre 1902.

Les officiers de la dite société sont messieurs J. Elzéar Pouliot, président; Joseph Rioux et Eugène Godbout, vice-présidents; E. Horace Cimon, gérant; J. A. Foisy, trésorier; E. Horace Cimon, secrétaire; et J. Ouellet, prêtre; Ernest Gagnon, prêtre; F. X. Ross, prêtre; M. Caron, prêtre; M. J. A. Verreault, prêtre; M. Richard, prêtre; Paul Pelletier, Edouard Deschenes, Joseph Dubé, S. C.

A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this TWENTY NINTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and two, and in the second year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

2780

Government Notices

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 9th October, 1902.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

Whereas a colonization society is in course of formation at Fraserville, in the county of Temiscouata, by the name of "The Temiscouata Colonization Society," the aim of the said society being to push on by all means possible the progress of colonization in the counties of Temiscouata and Kamouraska, and especially in the part of the county of Temiscouata called The Squatecks.

Whereas the said society has filed the required declaration signed by at least thirty of its members.

Whereas the latter have held a preliminary meeting, at which the officers and members of the board of management were chosen. They have also adopted a constitution and by-laws, as shown by the certified and attested of record in this department.

Seeing the opinion of the attorney general establishing that the documents filed are sufficient to justify the recognition of the said society, pursuant to article 1730 of the R. S. P. Q., (except that part of article 5 of the constitution which provides for the appointment of two directors, one by the local government and the other by the federal government, and of article 6 which concerns the directors representing these two governments, which must be struck out).

It is ordered that the constitution and by-laws adopted at the preliminary meeting aforesaid be approved, and that the said society be recognized under the name of "Temiscouata Colonization Society."

It is further ordered that Fraserville, in the county of Temiscouata, be approved within the terms of article 1725, such as amended, of the R. S. P. Q., as a place where a colonization society may be formed.

(Signed) GUSTAVE GRENIER,
Clerk of the Executive Council.

DÉPARTEMENT OF COLONIZATION AND PUBLIC WORKS.

Public notice is hereby given that a colonization society has been constituted under the name of "Temiscouata Colonization Society", by certificate dated the 15th of October, 1902, registered in the registrar's office of the province, on the 17th of October, 1902.

The officers of the said society are Messrs. J. Elzéar Pouliot, president; Joseph Rioux and Eugène Godbout, vice-presidents; E. Horace Cimon, manager; J. A. Foisy, treasurer; E. Horace Cimon, secretary, and J. Ouellet, priest; Ernest Gagnon, priest; F. X. Ross, priest; M. Caron, priest; M. J. A. Verreault, priest; M. Richard, priest; Paul Pelletier, Edouard Deschenes, Joseph Dubé, S. C.

Riou, P. A. Gamache et Paul St. Pierre, directeurs, membres du conseil d'administration.
Le siège des affaires de la dite société est à Fraserville.

LOMER GOUIN,
Ministre de la Colonisation
et des Travaux Publics.

Québec, 20 octobre 1902.

3579

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 9 octobre 1902.

Présent : Le LIEUTENANT GOUVERNEUR en Conseil.

Vu qu'une société de colonisation est en voie de formation à Saint-Jean de Matha, dans le comté de Joliette, sous le nom de "Société de Colonisation de la Mattawaisie", le but de la dite société étant de promouvoir la colonisation dans la vallée de la rivière Mattawin, comprise dans la partie nord des comtés de Montcalm, Joliette, Berthier et Maskinongé.

Vu que la dite société a produit copie de la déclaration requise signée par au moins trente de ses membres.

Vu qu'il a été tenu, le 24 juillet dernier, à Saint-Jean de Matha, une assemblée des organisateurs et membres de la dite société à laquelle ont été choisis les officiers et les membres du conseil d'administration ; qu'une constitution et ces règlements ont aussi été adoptés ainsi qu'en font foi les pièces produites.

Vu l'opinion du procureur-général, constatant que les documents soumis sont conformes à la loi.

Il est ordonné que la constitution et règlement adoptés comme susdit soient approuvés et la dite société reconnue, sous le nom de "Société de Colonisation de la Mattawaisie".

Il est ordonné, en outre, que la paroisse de Saint-Jean de Matha, dans le comté de Joliette, soit approuvée, aux termes de l'article 1725, tel qu'amendé des S. R. P. Q., comme localité où peut être créée une société de colonisation.

GUSTAVE GRENIER,
Greffier Conseil Exécutif.

DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION ET DES
TRAVAUX PUBLICS.

Avis public est donné qu'une société de colonisation a été établie sous le nom de "Société de Colonisation de la Mattawaisie", par certificat en date du 15 octobre 1902, enregistré au bureau du registraire de la province, le 17 octobre 1902.

Les officiers de la dite société sont messieurs J.-B. Morin, prêtre, président ; Charles Basinet, vice-président ; A. Dugas, secrétaire-trésorier, et A. O. Houle, P. Sylvestre, prêtre, Edmond Bazin et L. J. A. Ménard, directeurs, membres du conseil d'administration.

Le siège des affaires de la dite société est à Saint-Jean-de-Matha.

LOMER GOUIN,
Ministre de la Colonisation
et des Travaux Publics.

Québec, 20 octobre 1902.

3581

Québec, 18 octobre 1902.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par George N. Fauteux, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant en la paroisse de Saint-Eustache, dans le comté des Deux Montagnes, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu Zéphirin Nepveu, en son vivant notaire public, de Saint Eustache, comté des Deux Montagnes, en vertu des dispositions du code du notariat.

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire provincial.

3553

Riou, P. A. Gamache and Paul St. Pierre, directors, members of the board of management.
The place of business of the said society is at Fraserville.

LOMER GOUIN,
Minister of Colonization
and Public Works.

Quebec, 20th October, 1902.

3580

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 9th October, 1902.

Present :—The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

Whereas a colonization society is in course of formation at Saint Jean de Matha, in the county of Joliette, under the name of "Mattawaisie Colonization Society," the aim of the said society being to push on the progress of colonization in the valley of the river Mattawin, comprised in the north part of the counties of Montcalm, Joliette, Berthier and Maskinongé.

Whereas the said society has filed the required declaration signed by at least thirty of its members.

Whereas there was held, on the 24th of July last, at Saint Jean de Matha, a meeting at which the officers and members of the board of management were chosen. They have also adopted a constitution and by-laws, as appears from the documents filed.

Seeing the opinion of the attorney general that the documents submitted are conformable to the law.

It is ordered that the constitution and by-laws adopted as aforesaid be approved, and that the said society be recognised under the name of the "Mattawaisie Colonization Society."

It is further ordered that Saint Jean de Matha, in the county of Joliette, be approved within the terms of article 1725, such amended, of the R. S. P. Q., as a place where a colonization society may be formed.

GUSTAVE GRENIER,
Clerk Executive Council.

DEPARTMENT OF COLONIZATION AND
PUBLIC WORKS.

Public notice is hereby given that a colonization society has been constituted, under the name of the "Mattawaisie Colonization Society", by certificate dated the 15th of October, 1902, registered in the office of the Provincial Registrar, on the 17th of October, 1902.

The officers of the said society are Messrs. J. B. Morin, priest, president ; Charles Basinet, vice-president ; A. Dugas, secretary-treasurer, and A. O. Houle, P. Sylvestre, priest, Edmond Bazin and L. J. A. Ménard, directors, members of the board of management.

The place of business of the said society, is at Saint Jean de Matha.

LOMER GOUIN,
Minister of Colonization
and Public Works.

Quebec, 20th October, 1902.

3582

Quebec, 18th October, 1902.

Public notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor, by George N. Fauteux, esquire, notary public, residing and practising in the parish of Saint Eustache, county of Two Mountains, by which he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Zéphirin Nepveu, in his lifetime notary public, of Saint Eustache, county of Two Mountains, in virtue of the provisions of the notarial code.

AMD. ROBITAILLE,
Provincial secretary

3554

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 12 septembre 1902.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR d'ordonner que le tarif de péage suivant, payable à MM. Price, Frères et Compagnie, pour le flottage des billots sur la rivière Batiscan et ses tributaires, soit sanctionné.

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 12th September, 1902.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been please to order that the following schedule of tolls, payable to Messrs. Price, Brothers & Company, for floating logs on the river Batiscan and its tributaries, be approved.

TARIF de péage pour le flottage des billots sur la rivière Batiscan et ses tributaires.

TARIFF of tolls for floating logs on the river Batiscan and its tributaries.

NOMS DES RIVIERES.	Coût des améliorations.	Costs of improvements.	Entretien.	Repairs.	Total des billots, Moyenne des 4 dernières années.	Total of logs, Average of the last 4 years.	Montant à percevoir.	Amount to levy.	Taux par 100 billots.	Tolls per 100 logs.
NAMES OF THE RIVERS.										
Ruisseau Castor	\$ 1,300	\$ 70			12,000		\$200	\$1 66		
Rivière à Pierre	650	40			37,000		105	0 29		
Décharge du Lac des Iles	1,500	90			6,000		240	1 00		
Ruisseau Roberge	1,740	60			5,500		234	5 34		
Décharge du Lac Brûlé	800	45			9,000		105	1 16		
Rivière Propre	650	90			10,000		155	1 55		
Rivière Tamachiche	1,500	100			39,375		250	0 65		
Rivière le Bras	672	50			5,000		117	1 27		
Pte Makinac du Nord	1,100	90			21,750		200	0 92		
Rivières des Envies	1,010	90			33,000		191	0 58		
Petite Bostonnais	530	20			3,000		73	0 77		
Rivière Batiscan, estacades, barrages, minage, etc.	4,420	180			259,000		622	0 20		
Rivière Pierre Paul	600	50			5,400		110	2 00		
Décharge du Petit Lac Long	700	60			32,000		104	1 30		

3589-90

GUSTAVE GRENIER,
Greffier Conseil Exécutif—Clerk Executive Council.

Avis public est par le présent donné qu'une demande est faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur par J. F. Goyette, écrivain, notaire public, de la paroisse de Saint-Ambroise de Kildare, comté de Joliette, pour obtenir le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Octave Beaulieu, en son vivant notaire public, du même endroit.

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la Province.

3289-5

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou quai, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalités, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers.

Public notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor, by J. F. Goyette, esquire, notary public, of the parish of Saint Ambroise de Kildare, county of Joliette, by which he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Octave Beaulieu, in his lifetime notary public, of the same place.

AMD. ROBITAILLE,
Provincial Secretary.

3290

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills

53.—All applications for private bills, proper within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an particular profession or trade, or of any joint stock company the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any

on pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

53.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

53.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent la passation de sont déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des membres de la loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

54.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or altering any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which require the reprinting of the bill, the party seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

3113

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés.

51. Toute demande de bill privé dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres Permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de villes ou de compagnies à fonds social ou de compagnie de chemins de fer ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires à l'Acte des causes générales des corporations de villes ou à l'Acte des clauses générales des compagnies à fonds social, ou à l'Acte général des chemins

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

3114

G. C. L.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the perview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the incorporation of Towns or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from "The Town Corporations General Clauses Act", or from "The Joint Stock Companies General Clauses Act", or from "The

de fer de Québec, suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements. (B. 615, 639, 657.)

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, le notaire, le médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais ; de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est

Quebec Consolidated Railway Act, 1880", as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from, and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such new provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have

pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

2777 Greffier de l'Assemblée Législative.

ERRATUM.

A la page 1678, de la *Gazette Officielle* du quatre octobre 1902, nomination de juges de paix pour le district d'Arthabaska, lisez : Narcisse Drouin au lieu de Nazaire Drouin. 3559

Demandes à la Législature

The Sherbrooke Gas & Water Co. s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de changer le nom de la compagnie pour celui de The Sherbrooke Power, Light & Heat Co., et pour amender sa charte en obtenant l'autorisation d'augmenter le nombre des directeurs, et de donner aux directeurs le pouvoir d'émettre des débetures au montant de pas plus de la moitié du capital total de la compagnie.

CATE, WELLS & WHITE,
Solliciteurs des requérants.

Sherbrooke, 6 octobre 1902. 3441.3

AVIS.

Messieurs Georges Derouzier, en religion frère Alexis de Barbezieux, vicaire provincial, Juste Guillot, en religion frère Albert de Pisani, et Clément Vigneau, en religion frère Vital de Lonsersan, tous de Limoilou, demanderont à la législature de Québec, durant sa prochaine session, à être constitués en corporation civile sous le nom de "Les Frères Mineurs Capucins de Québec," avec pouvoir d'établir dans cette province des juniorats, des noviciats et des scolasticats, de prendre charge de missions et de paroisses, d'acquies à ces fins des biens meubles et immeubles et d'exercer le ministère ecclésiastique en général.

H. A. TURCOTTE,

3487.3 Procureur et agent des requérants.

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1237.

Dame Clara Moraglia, dûment autorisée, de Montréal, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre René Ravaux, artiste, du même lieu.

FONTAINE & LABELLE.

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 22 octobre 1902. 3607

not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

2778 Clerk of the Legislative Assembly.

ERRATUM.

On page 1678, of the *Official Gazette* of the fourth of October, 1902, appointment of justices of the peace for the district of Arthabaska, read : Narcisse Drouin instead of Nazaire Drouin. 3560

Applications to the Legislature

The Sherbrooke Gas & Water Co. will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to change the name of the company to the The Sherbrooke Power, Light & Heat Co., and to amend its charter by obtaining authority to increase the number of directors, and to give the directors power to issue debentures to an amount not exceeding one-half the total capital of the company.

CATE, WELLS & WHITE,
Solicitors for the applicants.

Sherbrooke, 6th October, 1902. 3442

NOTICE

Messrs. Georges Derouzier, in religion frère Alexis de Barbezieux, provincial vicar, Juste Guillot, in religion frère Albert de Pisani, and Clément Vigneau, in religion frère Vital de Lonsersan, all of Limoilou, will apply to the Quebec legislature, at its next session, to be incorporated civilly by the name of "Les Frères Mineurs Capucins de Québec", with power to establish in this province, establishments for youths, houses for novices and scholastic institutions, to take charge of missions and of parishes, to acquire real and personal property for these purposes and to exercise generally the ecclesiastical ministry.

H. A. TURCOTTE,

3488 Attorney and agent for petitioners.

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1237.

Dame Clara Moraglia, duly authorized, of Montreal, has, this day, instituted an action in separation as to property against René Ravaux, artist, of the same place.

FONTAINE & LABELLE.

Attorneys for plaintiff

Montreal, 22nd October, 1902. 3608

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dame Lizzie Joseph, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Jacob Greenspoon, du même lieu, commerçant, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;
vs
Le dit Jacob Greenspoon, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.
JACOBS, PATTERSON & GARNEAU,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 13 octobre 1902. 3563

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1909.
Dame Evelina *alias* Velina Riopel a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son époux, Henri Demers, des cité et district de Montréal, entrepreneur.
BEAUCHAMP & BRUCHESI,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 9 octobre 1902. 3523-2

Dame Alexina Gosselin, dûment autorisée, a pris, ce jour, devant la cour supérieure, district de Kamouraska, une action en séparation de biens contre son mari, Ernest Dickner, de la paroisse de Saint-Hubert, manufacturier.
RIOU & POTVIN,
Avocats de la demanderesse.
Fraserville, 12 septembre 1902. 3475-3

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
Avis est par le présent donné que Dame Elise Boulerice, de la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, épouse commune en biens de Modeste Gatien, journalier, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari, devant la dite cour.
CHARLES BELANGER,
Avocat de la demanderesse.
Saint Jean, 8 octobre 1902. 3467-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1099.
Dame Elise Desrochers, de la cité de Montréal, épouse de Neil Ouillette, ci-devant du même lieu, et aujourd'hui de lieux inconnus, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.
MONTY & DURANLEAU,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 24 septembre 1902. 3315-5

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
Dame Rebecca Chevelier, de Grand'Mère, épouse de Louis Frenette, plombier, de la ville de Grand'Mère, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;
vs
Le dit Louis Frenette, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, en cette cause.
LS BLONDIN,
Procureur de la demanderesse.
Grand'Mère, 23 septembre 1902. 3309-5

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 109.
Dame Alvina Auger, des cité et district de Saint-Hyacinthe, a, ce jour, institué une action en séparation de biens à son époux, Trefflé Lemoine, commerçant et fromager, de la dite cité.
BLANCHET & CHICOINE,
Avocats de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 6 octobre 1902. 3465-3

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
Dame Lizzie Joseph, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Jacob Greenspoon, of the same place, trader, and duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff ;
vs
The said Jacob Greenspoon, Defendant.
An action in separation of property has, this day, been instituted against the defendant.
JACOBS, PATTERSON & GARNEAU,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 13th October, 1902. 3564

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1909.
Dame Evelina *alias* Velina Riopel has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband, Henri Demers, of the city and district of Montreal, contractor.
BEAUCHAMP & BRUCHESI,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 9th October, 1902. 3524

Dame Alexina Gosselin, duly authorized, has, this day, taken out an action before the superior court, district of Kamouraska, for separation of property against her husband, Ernest Dickner, of the parish of Saint Hubert, manufacturer.
RIOU & POTVIN,
Attorneys for plaintiff.
Fraserville, 12th September, 1902. 3476

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*
Notice is hereby given that Dame Elise Boulerice, of the town of Saint Johns, in the district of Iberville, wife common as to property of Modeste Gatien, journey-man, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, before the said court.
CHARLES BELANGER,
Attorney for plaintiff.
Saint Johns, 8th October, 1902. 3468

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1099.
Dame Elise Desrochers, of the city of Montreal, wife of Neil Ouillette, heretofore of the same place, and now of unknown countries, has, this day, instituted a suit for separation of property against her husband.
MONTY & DURANLEAU,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 24th September, 1902. 3316

Province of Quebec, }
District of Three-Rivers. } *Superior Court.*
Dame Rebecca Chevalier, of Grand'Mère, wife of Louis Frenette, plumber, of the town of Grand'Mère, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff ;
vs
The said Louis Frenette, Defendant.
An action in separation as to property has been, this day, instituted in this case.
LS. BLONDIN,
Attorney for plaintiff
Grand'Mère, 23rd September, 1902. 3310

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 109.
Dame Alvina Auger, of the city and district of Saint Hyacinth, has, this day, instituted an action for separation of property from her husband, Trefflé Lemoine, trader and cheesemaker, of the said city.
BLANCHET & CHICOINE,
Attorneys for plaintiff.
Saint Hyacinth, 6th October, 1902. 3466

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No 65.

Sarah Elizabeth Donaldson, épouse de James McKenzie, du canton Montcalm, district de Terrebonne, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son époux.

PREVOST & RINFRET,
Procureurs de la demanderesse.

Sainte-Scholastique, 27 septembre 1902 3393.4

Province of Quebec }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
No. 65.

Sarah Elizabeth Donaldson, wife of James McKenzie, of the township of Montcalm, district of Terrebonne, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband.

PREVOST & RINFRET,
Attorneys for plaintiff.

Sainte Scholastique, 27th September, 1902. 3394

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 280.

Dame Rose de Lima Pigeon, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, aux fins des présentes, épouse de Michel Dupré, peintre, autrefois du même lieu, maintenant absent de cette province et de lieux inconnus,
Demanderesse ;

vs

Le dit Michel Dupré, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le 26 septembre 1902.

BEAUBIEN & LAMARCHE,
Procureurs de la demanderesse

Montréal, 7 octobre 1902. 3471-3

RECONNAISSANCE CIVILE.

PAUL BRUCHESI, par la grâce de Dieu et du Siège Apostolique, archevêque de Montréal.

A tous ceux que les présentes verront, savoir faisons que, vu :

1° La requête, en date du 28e jour du mois d'octobre de l'année 1898, à nous présentée au nom et de la part des habitants francs-tenanciers du village Turcot, paroisse de la Côte Saint-Paul, comté d'Hochelaga, à l'effet d'obtenir l'annexion canonique à la paroisse de Sainte-Elisabeth du Portugal, de la partie de territoire qu'ils occupent sur la dite paroisse de la Côte Saint-Paul ;

2° Notre commission, en date du 30e jour du mois d'août dernier, chargeant M. le chanoine Alfred Archambault, archidiacre de notre église métropolitaine, de se transporter sur les lieux, après avis préalable, de vérifier les allégations de la dite requête, et d'en dresser un procès-verbal de *commodo et incommodo* ;

3° Les certificats signés par MM. H. Brisset, ptre, et Pierre Vincent, d'un avis lu publiquement et affiché dimanche, le 3 septembre, et dimanche, le 10 septembre courant, à l'issue du service divin du matin, à la porte des églises paroissiales de la Côte Saint-Paul, de Sainte-Elisabeth, et à la porte de l'école de Turcot, le dit avis convoquant les intéressés, pour ou contre la dite requête, à une assemblée à la dite maison d'école du village Turcot, pour le 14e jour de ce mois, à 2 heures de l'après-midi ;

4° Le procès-verbal de *commodo et incommodo* du dit député, en date du même jour, constatant et vérifiant les faits énoncés dans la dite requête ;

5° L'engagement pris par la fabrique de Sainte-Elisabeth du Portugal, dans une assemblée régulière tenue le 24 du mois courant, de payer à la fabrique de la Côte Saint-Paul, une somme de deux cents dollars par année pendant dix ans ;

En conséquence, le saint nom de Dieu invoqué, et du consentement de nos vénérables Frères, les chanoines titulaires de notre église métropolitaine, nous avons démembré et par les présentes nous démembrons de la paroisse de la Côte Saint-Paul, comté d'Hochelaga, tout le territoire désigné dans la dite requête, savoir : toute cette partie de territoire désignée sous le nom de village Turcot et qui appartient canoniquement à la dite paroisse de la Côte Saint-Paul, excluant de ce démembrement toute autre partie de territoire du dit village Turcot qui pourrait appartenir canoniquement à l'une ou à l'autre des paroisses voisines ;

Province of Quebec }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 280.

Dame Rose de Lima Pigeon, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, for the purposes hereof, wife of Michel Dupré, painter, heretofore of the same place, and now absent from this province and of parts unknown,
Plaintiff ;

vs

The said Michel Dupré, Defendant.
An action in separation from bed and board has been instituted in this cause, on the 26th September, 1902.

BEAUBIEN & LAMARCHE,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 7th October, 1902. 3472

CIVIL RECOGNITION.

PAUL BRUCHESI, by the Grace of God and the favor of the Apostolic See, Archbishop of Montreal.

To all whom may see these presents, we make known, that, seeing :

1. The petition dated the 28th day of the month of October of the year 1898, presented to us, in the name and on behalf of the free-holders of Turcot village, parish of La Côte Saint Paul, county of Hochelaga, for the purpose of obtaining the canonical annexation to the parish of Sainte Elizabeth of Portugal, of the portion of territory which they occupy on the said parish of Côte Saint Paul ;

2. Our commission, dated the 30th day of the month of August last, authorizing Canon Alfred Archambault, archdeacon of our Metropolitan church, to go in person on the premises, notices duly given, to verify the allegations of the said petition, and to draw up minutes (procès-verbal) de *commodo et incommodo* ;

3. The certificates signed by Messrs. H. Brisset, priest, and Pierre Vincent, of a notice publicly read and posted on Sunday, the 3rd of September, and Sunday, the 10th of September instant, at the close of divine service of the morning, at the door of the parish churches of La Côte Saint Paul, of Sainte Elizabeth, and at the school house door of Turcot, the said notice calling the interested parties, for or against the said petition, to a meeting in the said school house of Turcot village, the 14th of this month, at 2 of the clock afternoon ;

4. The minutes (procès-verbal) de *commodo et incommodo*, of the said delegate dated the same day, establishing and verifying the facts set forth in the said petition ;

5. The engagement taken by the fabrique of Sainte Elizabeth of Portugal, at a regular meeting held on the 24th of the present month, to pay to the fabrique of La Côte Saint Paul, a sum of two hundred dollars a year during ten years ;

Accordingly, having duly invoke the holy name of God, and with the consent of our venerable Brethren, the titular canons of our metropolitan church, we have dismembered and do hereby dismember from the parish of La Côte Saint Paul, county of Hochelaga, all the territory described in the said petition, to wit : all that part of territory described by the name of Turcot village and which belongs canonically to the said parish of La Côte Saint Paul, excluding from this dismemberment any other part of territory of the said Turcot village which might belong canonically to either of the

l'autre des paroisses voisines ; le dit territoire démembré se trouvant borné comme suit : au sud et au sud-est par la rivière Saint-Pierre, à l'ouest par le chemin de fer du Grand Tronc, au nord par le chemin de la Côte Saint-Paul ;

Pour appartenir, le dit territoire total, ci-haut désigné, à la paroisse de Sainte-Elizabeth du Portugal et être les résidents sur ce dit territoire et les possesseurs des terrains ci-dessus indiqués desservis par les curés ou desservants de la dite paroisse de Sainte-Elizabeth, leur enjoignant de leur payer les dîmes et les obligations telles qu'usitées et autorisées dans ce diocèse, et de leur porter respect et obéissance dans toutes les choses qui appartiennent à la religion et qui intéressent leur salut.

Donné à Montréal, en notre palais archiepiscopal, le vingt-six du mois de septembre de l'année mil huit cent quatre-vingt-dix neuf, sous notre seing, le sceau de nos armes et le contre-seing de notre chancelier.

(Signé) + PAUL,
Arch. de Montréal.

Par ordre de Monseigneur,
(Signé) EMILE ROY, ptre,
Chancelier.

Pour copie conforme,
Archevêché de Montréal, le 29 septembre 1899.

(Signé) EMILE ROY, ptre,
Chancelier.

Je, soussigné, certifie que cette deuxième copie est conforme à l'original.

AUG. LACASSE, P., curé.

Sainte-Elizabeth du Portugal, cité de Saint-Henri,
près Montréal, 18 octobre 1902. 3561

AVIS PUBLIC.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Conseil de comté du comté de Chicoutimi.

Avis public est les présentes donné par Henry A. Boily, secrétaire-trésorier, que les lots Nos 1a, 1b, 1c, 1d, 2a, 2b, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14 du premier rang, et les lots Nos 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7a, 7b, 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14, du deuxième rang, et tous les rangs trois, ouest, est, A, B, C, et neuf, ont été détachés de la municipalité du canton Bourget, et sont érigés en municipalité rurale, sous le nom de municipalité de Sainte-Ambroise.

HENRY A. BOILY,
Secrétaire-trésorier du conseil
de comté de Chicoutimi.

Donné à Chicoutimi, ce vingtième jour du mois d'octobre mil neuf cent deux.

3621

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER QUEBEC CENTRAL.

Vente par encan de bagage et d'effets non réclamés.

La compagnie du chemin de fer Québec Central donne avis par le présent qu'elle vendra par encan public, dans son hangar au fret, Sherbrooke, P. Q., lundi, le 3e jour de novembre 1902, à dix heures de l'avant-midi, une quantité de machines, meubles et autres articles.

FRANK GRUNDY,
Gérant général.

Sherbrooke, 17 septembre 1902. 3293-5

AVIS.

Une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie de chemin de fer de colonisation de Montfort et Gatineau aura lieu mardi, le quatrième jour de novembre prochain, au bureau de la compagnie, No 30, rue Saint-Jacques, dans la cité de Montréal, à onze heures de l'avant-midi, dans le but d'autoriser les directeurs à vendre, disposer et

neighboring parishes ; the said territory dismembered being bounded as follows : on the south and south east by the river Saint Peter, on the west by the Grand Trunk Railway, on the north by the Côte Saint Paul road ;

The whole of the said territory hereinabove described to belong to the parish of Saint Elizabeth of Portugal, and the residents on the said territory and the holders of the lots hereinabove shewn, to be served by the curés or desservants of the said parish of Sainte Elizabeth, enjoining upon them to pay to them the tithes and obligations usual and authorized in this diocese and to pay them respect and obedience in all things relating to religion and concerning their salvation.

Given at Montreal, in our Archiepiscopal palace, on the twenty sixth day of the month of September of the year one thousand eight hundred and ninety nine, under our signature, the seal of our arms and the counter signature of our chancellor.

(Signed) + PAUL,
Archb. of Montreal.

By order of His Grace,
(Signed) EMILE ROY, priest,
Chancellor.

A true copy,
Archbishop Palace, Montreal, 29th September, 1899.

(Signed) EMILE ROY, Priest,
Chancellor.

I, the undersigned, certify that this second copy is conformable to the original.

AUG. LACASSE, P., curé.

Sainte Elizabeth of Portugal, city of Saint Henri,
near Montreal, 18th October, 1902. 3562

PUBLIC NOTICE.

PROVINCE OF QUEBEC.

County council of the county of Chicoutimi.

Public notice is hereby given by Henry A. Boily, secretary treasurer, that the lots Nos 1a, 1b, 1c, 1d, 2a, 2b, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 and 14 of the first range, and the lots Nos 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7a, 7b, 8, 9, 10, 11, 12, 13 and 14, of the second range, and all the ranges three, west, east, A, B, C and nine, have been detached from the municipality of the township Bourget, and are erected into a rural municipality, under the name of municipality of Saint Ambroise.

HENRY A. BOILY,
Secretary treasurer of the county
council of Chicoutimi.

Given at Chicoutimi, this twentieth day of the month of October, one thousand nine hundred and two.

3622

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY

Auction of unclaimed freight and baggage.

The Quebec Central Railway Company hereby give notice that they will sell by public auction, at their freight shed, Sherbrooke, P. Q., on Monday, 3rd November, 1902, at ten o'clock in the forenoon, a quantity of machinery, household effects and other sundries.

FRANK GRUNDY,
General manager.

Sherbrooke, 17th September, 1902. 3294

NOTICE.

A special general meeting of the shareholders of the Montfort & Gatineau Colonization Railway Company will be held on Tuesday, the fourth day of November next, at the office of the company, No. 30, Saint James street, in the city of Montreal, at eleven o'clock a. m., for the purposes of authorizing the directors of the company to sell,

livrer les propriétés de la compagnie foncières et personnelles, comprenant la ligne de chemin de fer appartenant à la compagnie, et tout le matériel roulant, le capital-action, franchises et tout autre actif de la dite compagnie, aux prix, termes et conditions et aux personnes ou corporations qu'ils—les dits actionnaires—trouveront satisfaisants.

Par ordre du bureau de direction.

A. S. HAMELIN,

3529-2

Secrétaire.

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir des lettres patentes d'incorporation, incorporant une compagnie dans les buts ci-après mentionnés, savoir:

1° Le nom collectif de la compagnie sera "The Bellevue Land Company".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont, d'acquérir des biens meubles et immeubles et propriétés immobilières dans la cité de Montréal et ailleurs, dans la province de Québec, et ériger et terminer des bâtisses sur icelles, les louer et les administrer, et les vendre ou en disposer autrement pour le bénéfice de la compagnie.

3° La place dans les limites de la province de Québec, choisie pour le principal bureau et la place d'affaires en général de la compagnie proposée sera à Montréal, dans le district de Montréal.

4° Le montant proposé du fonds social sera de \$99,000.00.

5° Le nombre d'actions sera de 990, de \$100 00 chacune.

6° Les noms au long et résidence des requérants sont: Archibald W. Stevenson, de la cité de Montréal, comptable; Archibald Woods, du même lieu, comptable; William Busby Lambe, du même lieu, avocat; Ernest Bolton, du même lieu, agent financier, et Homer Taylor, du même lieu, marchand.

7° Les requérants sont tous sujets anglais et résidant en Canada, et seront les premiers directeurs de la compagnie.

MORRIS, HOLT & GAUDET,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 20 octobre 1902.

3575

Avis est donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes sous le grand Sceau:

1° Le nom corporatif de la compagnie proposée sera: "The Montreal Chemical Product Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont: d'exploiter, miner, fondre, réduire, travailler, manufacturer et vendre toutes sortes de produits chimiques, goudron, charbon de bois, substances métalliques et minérales, leurs compositions et produits, et en faire le commerce, acquérir, acheter, louer, posséder sous tout titre légal, toutes terres, droits de mines, limites à bois, meubles et immeubles et droits, pouvoirs d'eau et privilèges dans les pouvoirs d'eau, bâtisses, améliorations, matériaux, machines, droits de patentes, royautés, et faire toutes choses relatives aux objets de la compagnie.

3° Le siège principal des affaires de la compagnie sera dans la cité et district de Montréal.

4° Le fonds social sera de cent mille dollars, divisé en mille actions de cent piastres chacune.

5° Les requérants sont: Adolphe Brosseau, manufacturier; Guillaume Boivin, négociant; Jean Porcheron, commerçant; Ephrem Brosseau, gentilhomme, tous quatre de la cité et du district de Montréal, et Cuthbert Alphonse Chenevert, avocat, de la ville de Berthier, district de Joliette.

6° Les requérants, tous sujets de Sa Majesté, et résidant en Canada, seront les premiers directeurs de la compagnie.

C. A. CHENEVERT,

Procureur des requérants.

Montréal, 7 octobre 1902.

3547-2

dispose of and deliver all the properties of the company, both real and personal, included the line of railway belonging to the company, and all rolling stock, capital stock, franchises and all assets of the said company, upon such terms, prices and condition and to such persons or corporations as may be to the said shareholders considered expedient.

By order of the board of directors.

A. S. HAMELIN,

3530

Secretary.

Public notice is hereby given that application will be made to His Honor, the Lieutenant Governor of the province of Quebec for letters patent of incorporation to incorporate a company for the purposes hereinafter set forth, namely:

1. The corporate name of the company will be "The Bellevue Land Company."

2. The objects for which incorporation is sought are: to acquire real and personal estate and immoveable property in the city of Montreal, and elsewhere in the province of Quebec, and to erect and finish buildings thereon, and to rent and administer the same and to sell the same and otherwise deal with the same for the benefit of the company.

3. The place within the limits of the province of Quebec, selected as the head office and general place of business of the proposed company is Montreal, in the district of Montreal.

4. The proposed amount of capital stock is \$99,000.00.

5. The number of shares to be 990 of \$100 each.

6. The names in full and addresses of each of the applicants are: Archibald W. Stevenson, of the city of Montreal, accountant; Archibald Woods, of the same place, accountant; William Busby Lambe, of the same place, advocate; Ernest Bolton, of the same place, financial agent, and Homer Taylor, of the same place, merchant.

7. The petitioners who are all British subjects and all residing in Canada, will be the first directors of the Company.

MORRIS, HOLT & GAUDET,

Solicitors for applicants.

Montreal, 29th October, 1902.

3576

Notice is given that application will be made to the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent, under the great Seal:

1. The proposed name of the company will be: "The Montreal Chemical Product Company".

2. The purposes for which incorporation is sought are: to work, mine, melt, reduce, manufacture and sell all sorts of chemical products, tar, charcoal, metallic and mineral substances, their compositions and products, and to trade therein, to acquire, buy, lease, hold, under any legal title whatever, all lands, mining rights, timber limits, movables and real estate and rights, water powers and privileges in water powers, buildings, improvements, materials, machines, patent rights, royalties, and to do anything connected with the objects of the company.

3. The principal business place of the said company will be in the city and district of Montreal.

4. The stock will be one hundred thousand dollars, divided into one thousand shares of one hundred dollars each.

5. The petitioners are: Adolphe Brosseau, manufacturer; Guillaume Boivin, trader; Jean Porcheron, trader; Ephrem Brosseau, gentleman, all four of the city and district of Montreal, and Cuthbert Alphonse Chenevert, advocate, of the town of Berthier, district of Joliette.

6. The petitioners, all subjects of His Majesty, and residing in Canada, will be the first directors of the company.

C. A. CHENEVERT,

Attorney for petitioners.

Montreal, 7th October, 1902.

3548

AVIS

Est donné que sous un mois après la dernière publication du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, et spécialement de la section huit, du chapitre troisième des Statuts refondus de la province de Québec, et ses amendements, incorporant les requérants ci-après mentionnés et toutes telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, savoir :

Le nom corporatif de la compagnie sera "La Compagnie de Téléphone de Kamouraska".

L'objet de l'incorporation est l'exploitation électrique et de téléphone dans les comtés de l'Islet, Kamouraska et Temiscouata, et la transmission des messages téléphoniques et électriques.

Le siège principal de la dite compagnie sera à Saint-Louis de Kamouraska, dans le district de Kamouraska. Le fonds social sera de \$10,000.00, divisé en deux cents parts de \$50.00 chacune, avec droit de porter le capital de la dite compagnie à \$25,000.00.

Les requérants sont : M. C. Alfred Desjardins, manufacturier, de la paroisse de Saint-André ; J. Camille Pouliot, avocat, et Joseph Eugène Frenette, journaliste et agent d'assurance, de la ville de Fraserville ; J. A. Moreau, marchand, de Saint-Germain ; J. A. Blanchet, notaire ; J. Paradis, médecin, tous du village de Kamouraska ; Louis Philippe Crépeault, commis, de la cité de Montréal ; Dame Josephine Lapointe, veuve de feu Chrysogone Sirois ; Thomas Ward, hôtelier, tous du Village de Saint-Louis de Kamouraska ; Horace Pelletier, marchand, de Saint-Alexandre, lesquels dits requérants, tous sujets de Sa Majesté, résidant en Canada, seront les premiers directeurs de la compagnie.

J. CAMILLE POULIOT,

Procureur des requérants

3400-4

Avis est donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation, par lettres patentes, sous le grand Sceau.

1° Le nom corporatif de la compagnie proposée sera : "L'Union Agricole de Sainte-Anne."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : de faire le commerce général des marchandises manufacturées des produits naturels ; d'acheter et vendre dans la paroisse de Sainte-Anne de la Pocatière et les paroisses environnantes et dans toute autre place de commerce qu'elle jugera à propos de choisir dans la Puissance du Canada et dans tous pays étrangers, des marchandises sèches, des épiceries, quincailleries, feronneries, cuirs, huiles, peintures, tous les effets bruts ou manufacturés qui font l'objet d'un commerce général en gros et en détail, et faire toutes choses relatives aux objets de la compagnie.

3° Le siège principal des affaires de la compagnie sera dans la paroisse de Sainte-Anne de la Pocatière, dans le comté de Kamouraska.

4° Le fonds social sera de vingt mille piastres, divisé en huit cents actions de vingt-cinq piastres chacune.

5° Les requérants sont : Félix Pelletier, Joseph Anctil, Philippe Anctil, Alphonse Deschene, Emile Hudon, Elisée Lizotte, Luc Martin et Elisée Pelletier, tous cultivateurs, de la paroisse de Sainte-Anne de la Pocatière.

6° Les requérants, tous sujets de Sa Majesté et résidents en Canada, seront les premiers directeurs de la compagnie.

RODOLPHE ROY,

Procureur des requérants.

Québec, 1er octobre 1902.

3371.4

NOTICE

Is given that within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to the Lieutenant Governor of the province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies' incorporation act, and especially section eight, of chapter third of the revised Statutes of the province of Quebec, and its amendments, incorporating the applicants hereinafter mentioned and such others as may become shareholders, by the name and for the purposes hereinafter mentioned :

The corporate name of the company is "La Compagnie de Téléphone de Kamouraska".

The object for which incorporation is sought is the electric and telephone business in the counties of l'Islet, Kamouraska and Temiscouata, and the transmission of telephone and electric messages.

The chief business place of the said company will be at Saint Louis de Kamouraska, in the district of Kamouraska. The stock will be \$10,000.00, divided into two hundred shares of \$50.00 each, with the right to increase the said company's capital to \$25,000.00.

The petitioners are : N. C. Alfred Desjardins, manufacturer, of the parish of Saint André ; J. Camille Pouliot, advocate, and Joseph Eugène Frenette, journalist and insurance agent, of the town of Fraserville ; J. A. Moreau, merchant, of Saint Germain ; J. A. Blanchet, notary ; J. Paradis, physician, all of the village of Kamouraska ; Louis Philippe Crepeault, clerk, of the city of Montreal ; Dame Josephine Lapointe, widow of the late Chrysogone Sirois ; Thomas Ward, hotel-keeper, of the village of Saint Louis de Kamouraska ; Horace Pelletier, merchant, of Saint Alexandre, which said petitioners, all subjects of His Majesty, residents of Canada, will be the first directors of the company.

J. CAMILLE POULIOT,

Attorney for petitioners.

3410

Notice is given that application will be made to the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent, under the great Seal :

1. The proposed name of the company will be : "L'Union Agricole de Sainte Anne".

2. The purposes for which incorporation is sought are : to do a general business in goods manufactured from raw material, to buy and sell in the parish of Sainte Anne de la Pocatière and the surrounding parishes and in any other place of business which it may deem fit to choose in the Dominion of Canada and in foreign countries, dry goods, groceries, hardware, iron ware, leather, oils, paints, any material raw or manufactures which form the object of a general wholesale or retail trade, and to anything relating to the purposes of the company.

3. The company's chief place of business will be in the parish of Sainte Anne de la Pocatière, in the county of Kamouraska.

4. The stock will be twenty thousand dollars, divided into eight hundred shares of twenty five dollars each.

5. The petitioners are : Felix Pelletier, Joseph Anctil, Philippe Anctil, Alphonse Deschene, Emile Hudon, Elisée Lizotte, Luc Martin and Elisée Pelletier, all farmers, of the parish of Sainte Anne de la Pocatière.

6. The petitioners, all subjects of His Majesty and residing in Canada, will be the first directors of the company.

RODOLPHE ROY,

Attorney for petitioners.

Quebec, 1st October, 1902.

3372

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
In re Dame A. Béchard, Victoriaville,

Insolvable.

Avis vous est par les présentes donné que, le 17^e jour d'octobre 1902, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession de la sus-nommée, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
180, rue Saint-Jacques. 3567

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
In re Albert Brunelle, Saint-Rosaire,

Insolvable.

Avis vous est donné que, le 17^e jour d'octobre 1902, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
180, rue Saint-Jacques. 3565

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
In re Adrien Barrette, Sainte-Tite.

Insolvable.

Avis est par le présent donné que, le 13^e jour d'octobre 1902, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur des biens du dit failli.

Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

H. LAMARRE,
Curateur.

Bureau : 99, rue Saint-Jacques.
Montréal, 15 octobre 1902. 3555

Province de Québec, }
District de Kamouraska. } *Cour Supérieure.*
In re Jean Bérubé,

vs

David St. Pierre, marchand, de la ville de Fraserville,
Failli.

Avis public est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de collocation a été préparé dans cette affaire, et sera payable au bureau du sousigné, à Fraserville, le ou après le dix novembre 1902.

Toute contestation au dit dividende devra être produite avant la dite date.

M. DESCHENES,
Curateur.

Ville de Fraserville, 17 octobre 1902. 3557

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
In re J. Talbot & Fils, Sainte-Eulalie, Qué.,
Faillis ;

et

William Lesperance, Gardien provisoire.

Avis est donné que, le vingtième jour d'octobre 1902, les dits faillis ont déposé leur bilan au greffe de la cour supérieure, du district de Trois-Rivières.

LAMARCHE & BENOIT,
Subrogés gardiens provisoires.

Montréal. 21 octobre 1902. 3577

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
In re Mrs. A. Béchard, Victoriaville,

Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 17th day of October, 1902, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all her assets for the benefit of her creditors.

Sworn claims must be filed at our office within one month.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,
180, Saint James street. 3568

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
In re Albert Brunelle, Saint Rosaire,

Insolvent.

Notice is given that, on the 17th day of October, 1902, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at our office within one month.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,
180, Saint James street. 3566

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court*
In re Adrien Barrette, Sainte Tite,

Insolvent.

Notice is hereby that, on the 13th day of October, 1902, by order of this court, I was appointed curator to this estate.

Sworn claims must be filed at my office within one month.

H. LAMARRE,
Curator.

Office : 99, Saint James street.
Montreal, 15th October, 1902. 3556

Province of Quebec, }
District of Kamouraska. } *Superior Court.*
In re Jean Bérubé,

vs

David St. Pierre, merchant, of the town of Fraserville,
Insolvent.

Public notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be payable at the office of the undersigned, at Fraserville, on or after the tenth of November, 1902.

Any opposition to the said dividend must be filed before the said date.

M. DESCHENES,
Curator.

Town of Fraserville, 17th October, 1902. 3558

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
In re J. Talbot & Fils, Sainte Eulalie, Que.,
Insolvents ;

and

William Lesperance, Provisional guardian.

Notice is hereby given that, on the twentieth day of October, 1902, said insolvents have made a judicial abandonment of their property at the office of the superior court, for the district of Three Rivers.

LAMARCHE & BENOIT,
Subrogate provisional guardians.

Montreal, 21st October, 1902. 3598

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de F. Wallace & Co., Montréal,
 Faillis.

Avis est par le présent donné qu'un premier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'à mardi, le 11e jour de novembre 1902, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau, bâtisse Fraser, 43, rue Saint-Sacrement.

JOHN McD. HAINS,
 Curateur.
 Montréal, 22 octobre 1902. 3615

Province de Québec, }
 District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de James Grady, voiturier, New Glasgow,
 Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera payable à nos bureaux, le 11 novembre 1902.

Toute contestation du dit bordereau devra être produite avant cette date.

ARTHUR GAGNON,
 L. A. CARON,
 Curateurs conjoints.

41, Bâtisse des tramways.
 Montréal, 25 octobre 1902. 3599

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No. 111.

Dans l'affaire de Joseph Alphonse Levert, épicier, des cité et district de Montréal, faisant affaire sous le nom de A. Levert & Co. Failli.

Avis est par le présent donné que le dit J. A. Levert a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire, Montréal.

JOSEPH BERARD,
 Gardien provisoire.

Bureau de Wilks & Michaud,
 205, rue Saint-Jacques.
 Montréal, 22 octobre 1902. 3619

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Leonard Bros., des cité et district de Montréal,
 Demandeurs ;

vs.

John Henry Neilson et John Henry Tees, tous deux des cité et district de Montréal, y faisant affaires sous le nom de Neilson & Tees, Faillis.

Avis est par le présent donné que le 22e jour d'octobre 1902, par ordre de la cour, le soussigné a été nommé curateur des biens des dits faillis, qui en ont fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être déposées devant moi sous trente jours de cet avis.

C. A. McDONNELL.

Bureau de C. A. McDonnell,
 180, rue Saint-Jacques.
 Montréal, 22 octobre 1902. 3617

Province de Québec, }
 District de Joliette. } *Cour Supérieure*
 No. 3378.

Avis est donné qu'Alphonse Fontaine, marchand, de Saint-Alexis, a fait cession de ces biens, le treize octobre courant, au bureau du protonotaire du district de Joliette, pour le bénéfice de ses créanciers, conformément à la loi.

Z. FONTAINE,
 Gardien provisoire.
 Joliette, 22 octobre 1902. 3609

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of F. Wallace & Co., Montreal,
 Insolvents.

Notice is hereby given that a first dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until Tuesday, 11th day of November, 1902, after which date dividends will be payable at my office, Fraser Building, 43, Saint Sacrament street.

JOHN McD. HAINS,
 Curator.
 Montreal, 22nd October, 1902. 3616

Province of Quebec, }
 District of Terrebonne. } *Superior Court.*
 In the matter of James Grady, carriage maker,
 New Glasgow, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be payable at our offices, on the 11th of November, 1902.

Any opposition to the said dividend must be by before this date.

ARTHUR GAGNON,
 L. A. CARON,
 Joint curators.

41, Street Railway building.
 Montreal, 25th October, 1902. 3600

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 111.

In the matter of Joseph Alphonse Levert, grocer, of the city and district of Montreal, doing business as A. Levert & Co., Insolvent.

Notice is hereby given that the said J. A. Levert, has, this day, made, in the protonotary's office, in Montreal, a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

JOSEPH BERARD,
 Provisional guardian.

Office of Wilks & Michaud,
 205, Saint James street,
 Montreal, 22nd October, 1902. 3620

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 Leonard Bros., of the city and district of Montreal,
 Plaintiffs ;

vs.

John Henry Neilson and John Henry Tees, both of the city and district of Montreal, doing business there under the name of Neilson & Tees, Insolvents.

Notice is hereby given that on the 22nd day of October, 1902, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said insolvents, who have made a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

C. A. McDONNELL.

Office of C. A. McDonnell,
 180, Saint James street,
 Montreal, 22nd October, 1902. 3618

Province of Quebec, }
 District of Joliette. } *Superior Court.*
 No. 3378.

Notice is given that Alphonse Fontaine, trader, of Saint Alexis, has, the thirteenth of October instant, made a judicial abandonment of his properties for the benefit of his creditor, at the protonotary's office for the district of Joliette, conformerly to the law.

Z. FONTAINE,
 Provisional guardian.
 Joliette, 22nd October, 1902. 3610

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Joseph Ernest Guimond, marchand, Mont-
réal, Insolvable ;

vs.

Omer Legendre, commis, Montréal. Requérent.
Avis est par les présentes donné que le 21e
jour d'octobre 1902, le dit failli a fait cession de ces
biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du
protonotaire de la cour supérieure, pour le district
de Montréal, et que j'ai été nommé gardien provi-
soire à ses fins.

OMER LEGENDRE,
Gardien provisoire.

CHARTRAND & TURGEON,
Sub. gardiens provisoires.
180, Saint-Jacques, Montréal. 3601

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de A. L. Trudeau, de Brompton Falls,
Qué., Failli.

Avis est par le présent donné que le vingt et
unième jour d'octobre courant, par ordre de la cour,
j'ai été nommé curateur au biens du dit failli, qui a
fait un abandon judiciaire de ses biens pour le
bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations dûment attestées, doivent être
produites à mon bureau, dans les trente jours de
cet avis.

J. P. ROYER,
Curateur.

Bureau de J. P. Royer,
No 87, rue Wellington.
Sherbrooke, 21 octobre 1902. 3611

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les
TERRES et **HERITAGES** sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Saint-François.
Arthabaska, à savoir : } **THE JENCKES MA-**
No 35. } **CHINE CO.,** Deman-
deresse ; contre **PIERRE GREGOIRE,** Dénen-
deur.

1° Un emplacement sis et situé dans le cinquième
rang du canton de Thetford, village de Kingsville,
connu et désigné aux plan et livre de renvoi offi-
ciels du dit canton de Thetford, sous le numéro
cent dix (110)—avec les bâtisses dessus construites.

2° Un emplacement sis et situé dans le cinquième
rang du canton de Thetford, village de Kingsville,
connu et désigné aux plan et livre de renvoi offi-
ciels du dit canton de Thetford, sous le numéro
cent trente-sept (137)—avec les bâtisses dessus
construites.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale
de Saint-Alphonse de Thetford, le **VINGT-**
SIXIEME jour de **NOVEMBRE** prochain, à **DIX**
heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaskaville, 22 octobre 1902. 3591
[Première publication, 25 octobre 1902.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mention-
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Province of Quebec. }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Joseph Ernest Guimond, merchant, Mon-
treal. Insolvent ;

vs.

Omer Legendre, clerk, Montreal. Petitioner.
Notice is hereby given that on the 21st of Octo-
ber, 1902, the said insolvent has made a judicial
abandonment of his property for the benefit of his
creditors, at the prothonotary's office, superior
court, district of Montreal, and that I was ap-
pointed provisional guardian.

OMER LEGENDRE,
Provisional guardian.

CHARTRAND & TURGEON,
Sub. provisional guardian.
180, Saint James, Montréal. 3602

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
In the matter of L. A. Trudeau, of Brompton
Falls, Que. Insolvent.

Notice is hereby given that on the twenty first
day of October instant, by order of the court, I was
appointed curator to the property of the said insolvent,
who has made a judicial abandonment of his
property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at my office, within
thirty days from this notice.

J. P. ROYER,
Curator.

Office of J. P. Royer,
No. 87, Wellington street.
Sherbrooke, 21st October, 1902. 3612

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the
undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS**
have been seized, and will be sold at the respective
time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Saint Francis.
Arthabaska, to wit : } **THE JENCKES MACHINE**
No. 35. } **CO.,** Plaintiffs ; against
PIERRE GREGOIRE, Defendant.

1. An emplacement lying and being in the fifth
range of the township of Thetford, village of Kings-
ville, known and distinguished on the official plan
and book of reference under number one hundred
and ten (110), for said township of Thetford—with
the buildings thereon erected.

2. An emplacement lying and being in the fifth
range of the township of Thetford, village of Kings-
ville, known and distinguished on the official plan
and book of reference for the township of Thetford,
under number one hundred and thirty seven (137)
—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint
Alphonse of Thetford, on the **TWENTY SIXTH**
day of **NOVEMBER** next, at **TEN** o'clock in the
forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.
Arthabaskaville, 22nd October, 1902. 3592
[First published, 25th October, 1902.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have
been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Bedford.*

District de Bedford. } **DANIEL B. MEIGS**, de
No 5293. } la ville de Farnham, dans
le district de Bedford, écuyer, gentilhomme, Deman-
deur ; contre les meubles et immeubles de **JED. P. CLARK** alias **JED. P. CLARKE**, de Milton,
dans l'état du Vermont, un des Etats-Unis d'Amé-
rique, Défendeur.

1° Ce morceau de terre formant partie du qua-
atrième rang de la partie ouest du canton de Farn-
ham, dans le district de Bedford, maintenant connu
aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de
Saint Romuald de Farnham, dans le dit district de
Bedford, sous le numéro deux cent vingt-cinq (225);
borné au nord-est par un chemin public, et conte-
nant six acres, plus ou moins—avec toutes les amé-
liorations faites.

2° Ce morceau de terre formant partie du qua-
atrième rang de la partie ouest du canton de Farn-
ham, dans le district de Bedford, maintenant connu
aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse
de Saint-Romuald de Farnham, dans le dit district
de Bedford, sous le numéro deux cent dix-sept
(217)—avec toutes les améliorations faites ; borné à
l'est par un chemin public, et contenant soixante et
seize acres, plus ou moins.

3° Ce morceau de terre de forme irrégulière,
situé dans la ville de Farnham et district de Bed-
ford, maintenant connu aux plan et livre de renvoi
officiels de la dite ville de Farnham, sous le numéro
dix (10) ; borné à l'est par la rue Saint-Romuald et
les Nos 11, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 et 20, et conte-
nant 572,475 pieds, plus ou moins—avec toutes les
améliorations faites.

Pour être vendus à la porte de la bâtisse mainte-
nant employée temporairement comme église par
les catholiques romains, sur les terrains du collège,
dans la ville de Farnham et district de Bedford, le
VINGT-NEUVIEME jour de **NOVEMBRE** pro-
chain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

CHS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 18 octobre 1902. 3577
[Première publication, 25 octobre 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court—District of Bedford*

District of Bedford. } **DANIEL B. MEIGS**, of
No. 5293. } the town of Farnham,
in the district of Bedford, esquire, gentleman,
Plaintiff ; against the goods and lands of **JED. P. CLARK** alias **JED. P. CLARKE**, of Milton, in
the state of Vermont, one of the united states of
America, Defendant.

1. That certain piece of land forming part of the
fourth range of the west part of the township of
Farnham, in the district of Bedford, and now known
on the official plan and book of reference of the
parish of Saint Romuald de Farnham, in said dis-
trict of Bedford, as number two hundred and twenty
five (225); bounded on the north east by a public
road, and containing six acres, more or less—with all
improvements thereon.

2. That certain piece of land forming part of the
fourth range of the west part of the township of
Farnham, in district of Bedford, and now known on
the official plan and book of reference of the parish
of Saint Romuald de Farnham, in said district of
Bedford, as number two hundred and seventeen
(217)—with all improvements thereon ; bounded on
the east by a public road, and containing seventy six
acres, more or less.

3. That certain piece of land of irregular figure,
being in the town of Farnham, and district of Bed-
ford, and now known on the official plan and book
of reference of the said town of Farnham, as
number ten (10) ; bounded on the east by Saint
Romuald street and Nos. 11, 13, 14, 15, 16, 17, 18,
19 and 20, and containing 572,475 feet, more or
less—with all improvements thereon.

To be sold at the door of the building now used
temporarily as a place of Divine worship by the
roman catholics, on the college grounds, in the town
of Farnham and district of Bedford, on the
TWENTY NINTH day of **NOVEMBER** next, at
the hour of **TEN** of the clock in the forenoon.

CHS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Shérif.
Sweetsburg, 18th October, 1902. 3578
[First published, 25th October, 1902.]

Ventes par le shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les
TERRES et **HERITAGES** sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District d'Iberville*

Saint-Jean, à savoir : } **ANTONIN DAVID**
No 224. } **GIRARD**, de la ville
de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, et
EDOUARD GONNEVILLE PELLETIER, de la
ville et du district d'Iberville, tous deux avocats, et
pratiquant ci-devant en société comme tels, sous les
noms et raison de Girard & Pelletier, Demandeurs ;
contre **DAVID REMILLARD**, de la paroisse de
Saint-Blaise, dit district, Défendeur.

Une terre sise et située au côté sud-ouest du che-
min de la première Grande Ligne, dans la paroisse
de Saint-Blaise, faisant autrefois partie de la pa-
roisse de Sainte-Marguerite de Blairfindie, dans le
district d'Iberville, connue et désignée aux plan et
livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-
Marguerite de Blairfindie, sous le numéro trente-
quatre (No 34)—avec une maison et autres bâtisses
y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale
de la dite paroisse de Saint-Blaise, le **VINGT-
SIXIEME** jour de **NOVEMBRE** prochain, à **ONZE**
heures de l'avant-midi.

LS MAYRAND,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 21 octobre 1902. 3605
[Première publication, 25 octobre 1902.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS**
have been seized, and will be sold at the respectiv-
times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Iberville.*

Saint Johns, to wit : } **ANTONIN DAVID GI-**
No. 224. } **RARD**, of the town of
Saint Johns, in the district of Iberville, and
EDOUARD GONNEVILLE PELLETIER, of the
town and district of Iberville, both advocates, and
heretofore practising in co-partnership as such,
under the name and style of Girard & Pelletier,
Plaintiffs ; against **DAVID REMILLARD**, of the
parish of Saint Blaise, in said district, Defendant.

A farm lying and situate on the south west side
of the road of the first Grande Ligne, in the parish
of Saint Blaise, forming formerly part of the parish
of Sainte Marguerite de Blairfindie, in the district
of Iberville, known and designated on the official
plan and book of reference of the said parish
of Sainte Marguerite de Blairfindie, under the
number thirty four (No. 34)—with a house and
other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the
said parish of Saint Blaise, on the **TWENTY
SIXTH** day of **NOVEMBER** next, at **ELEVEN**
of the clock in the forenoon.

LS MAYRAND,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Johns, 21st October, 1902. 3606
[First published, 25th October, 1902.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnées ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **CHARLES THEOPHILE**
No 1012. } **CHARLEBOIS**, entre-
preneur-peintre, des cité et district de Montréal,
Demandeur; contre les terres et tenements de
RODOLPHE LAVALLEE, du même lieu, en sa
qualité de curateur à la succession vacante de feu
Joseph Lepage, en son vivant plombier, de Mont-
réal, Défendeur.

Un lot de terre ou emplacement situé sur le côté sud-ouest de la rue Christophe Colomb, dans le quartier Saint-Denis, et composé des lots numéros quatre cent quarante-cinq et quatre cent quarante-six, de la subdivision officielle du lot numéro cinq (445, 446-5), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la côte Saint-Louis, dans le comté d'Hochelaga—avec une maison en bois lambrissée en brique et ses dépendances dessus construites et dont le mur du côté nord-ouest est mitoyen, avec droit d'usage en commun de la ruelle en arrière du dit lot de terre ou emplacement.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le **VINGT-SEPTIEME** jour de **NOVEMBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif,

Montréal, 21 octobre 1902.

[Première publication, 25 octobre 1902.]

Shérif.
3593

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **WILLIAM BENNETT**,
No 2559. } cultivateur, de la ville
Maisonnette, district de Montréal, à l'acquit de
Grégoire Meloche, entrepreneur, de la ville de
Westmount, dit district, cessionnaire subrogé au
droit du dit William Bennett, en vertu d'un acte
de transport et signification passé le dix-sept février
dernier (1902), devant M. G. Ecrément, notaire,
Demandeur; contre les terres et tenements de
L'ASSOCIATION ATHLETIQUE D'AMATEURS
"LE NATIONAL", corporation civile légalement
constituée, ayant son principal bureau d'affaires
dans la cité et le district de Montréal, Défenderesse.

Soixante et deux lots de terre situés dans la ville de Maisonnette, connus et désignés sous les numéros cent trente et un, cent trente-deux, cent trente-trois, cent trente-quatre, cent trente-cinq, cent trente-six, cent trente-sept, cent trente-huit, cent trente-neuf, cent quarante, cent quarante et un, cent quarante-deux, cent quarante-trois, cent quarante-quatre, cent quarante-cinq, cent quarante-six, cent quarante-sept, cent quarante-huit, cent quarante-neuf, cent cinquante, cent cinquante et un, deux cent soixante et neuf, deux cent soixante et dix, deux cent soixante et onze, deux cent soixante et douze, deux cent soixante et treize, deux cent soixante et quatorze, deux cent soixante et quinze, deux cent soixante et seize, deux cent soixante et dix-sept, deux cent soixante et dix-huit, deux cent soixante et dix-neuf, deux cent quatre-vingt, deux cent quatre-vingt-un, deux cent quatre-vingt-deux, deux cent quatre-vingt-trois, deux cent quatre-vingt-quatre, deux cent quatre-vingt-cinq, deux cent quatre-vingt-six, deux cent quatre-vingt-sept, deux cent quatre-vingt-huit, deux cent quatre-vingt-neuf, deux cent quatre-vingt-dix, deux cent quatre-vingt-onze, deux cent quatre-vingt-douze, deux cent quatre-vingt-treize, deux cent quatre-vingt-quatorze, deux cent quatre-vingt-quinze, deux cent quatre-vingt-seize, deux cent quatre-vingt-dix-sept, deux cent quatre-vingt-dix-huit, deux cent quatre-vingt-

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **CHARLES THEOPHILE**
No. 1012. } **CHARLEBOIS**, con-
tractor and painter, of the city and district of Mont-
real, Plaintiff; against the lands and tenements of
RODOLPHE LAVALLEE, of the same place, in
his quality of curator to the vacant estate of the
late Joseph Lepage, in his lifetime plumber, of
Montreal, Defendant.

A lot of land or emplacement situate on the south west side of Christopher Columbus street, in Saint Denis ward, and made up of lots numbers four hundred and forty five and four hundred and forty six, of the official subdivision of lot number five (445, 446-5), of the official plan and book of reference of the incorporated village of La Côte Saint Louis, in the county of Hochelaga—with a wooden house cased with brick, and its dependencies thereon erected, and of which the wall on the north west side is common with the right of use in common of the lane in rear of the said lot or emplacement.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **TWENTY SEVENTH** day of **NOVEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office,

Montreal, 21st October, 1902.

[First published, 25th October, 1902.]

Sheriff.
3594

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **WILLIAM BENNETT**,
No. 2559. } farmer, of the town
of Maisonnette, district of Montreal, in discharge
of Grégoire Meloche, contractor, of the town of
Westmount, said district, transferee subrogated in
the rights of the said William Bennett, in virtue of
a deed of transfer served and notice passed on the
seventeenth of February last, (1902), before Mr.
G. Ecrément, notary, Plaintiff; against the lands
and tenements of **L'ASSOCIATION ATHLE-
TIQUE D'AMATEURS "LE NATIONAL"**, a
body politic duly incorporated, having its chief
business office in the city and district of Montreal,
Defendant.

Sixty two lots of land situate in the town of Maisonnette, known and designated under the numbers one hundred and thirty one, one hundred and thirty two, one hundred and thirty three, one hundred and thirty four, one hundred and thirty five, one hundred and thirty six, one hundred and thirty seven, one hundred and thirty eight, one hundred and thirty nine, one hundred and forty, one hundred and forty one, one hundred and forty two, one hundred and forty three, one hundred and forty four, one hundred and forty five, one hundred and forty six, one hundred and forty seven, one hundred and forty eight, one hundred and forty nine, one hundred and fifty, one hundred and fifty one, two hundred and sixty nine, two hundred and seventy, two hundred and seventy one, two hundred and seventy two, two hundred and seventy three, two hundred and seventy four, two hundred and seventy five, two hundred and seventy six, two hundred and seventy seven, two hundred and seventy eight, two hundred and seventy nine, two hundred and eighty, two hundred and eighty one, two hundred and eighty two, two hundred and eighty three, two hundred and eighty four, two hundred and eighty five, two hundred and eighty six, two hundred and eighty seven, two hundred and eighty eight, two hundred and eighty nine, two hundred and ninety, two hundred and ninety one,

dix-neuf, trois cent, trois cent un, trois cent deux, trois cent trois, trois cent quatre, trois cent cinq, trois cent six, trois cent sept, trois cent huit, trois cent neuf (131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309), de la subdivision officielle du lot numéro quatre (4), des plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga; ces lots étant bornés en front par la rue Ontario, en arrière par la ligne du chemin de fer Châteauguay et Nord, d'un côté par l'avenue Bennett, et de l'autre côté par le lot numéro sept, des dits plan et livre de renvoi—avec les bâtisses et dépendances sus-érigées et formant qu'un seul et même lot.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du shérif,
Montréal, 1er octobre 1902.

Shérif.
3391.2

[Première publication, 4 octobre 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **HENRY WILKES WALKER**, des cité et district de Montréal, auditeur du système du chemin de fer Grand-Tronc, Demandeur; contre les terres et tenements mentionnés et décrits dans la cédule marquée A, annexée au bref dans cette cause, la propriété de **DAME MARIA PATTERSON**, du même lieu, veuve de feu Edward C. Fraser, en son vivant du même lieu, Dame Sarah Watkins, de la dite cité de Montréal, épouse séparée de biens de Henry P. Wall, marchand de peinture et d'huile, du même lieu, le dit Henry P. Wall dans le but d'autoriser et assister sa dite épouse, dame Rosanna Fraser, de la dite cité de Montréal, épouse de James Robert Glassford, gentilhomme, du même lieu, et le dit James Robert Glassford, dans le but d'autoriser sa dite épouse, Défendeurs.

Ce lot de terre situé sur la petite rue Saint Antoine, dans le quartier Saint Antoine, de la cité de Montréal, étant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier, sous le numéro neuf cent trente-cinq (935); la dite partie étant bornée comme suit: en front au nord-ouest, par la petite rue Saint-Antoine, en arrière au sud-est par le lot officiel numéro neuf cent trente-huit (938), la propriété de O. Fréchette ou représentants et de l'autre côté, au nord est, par le résidu du dit lot No 935, vendu à Thomas M. Ritchie et al., par acte de vente passé devant E. H. Stuart, notaire, le 22^e jour de mai 1872, la dite partie contenant environ trois mille cinq cents dix pieds, mesure anglaise, en superficie—avec les bâtisses sus érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU.

Bureau du shérif,
Montréal, 1er octobre, 1902.

Sherif.
3389-2

[Première publication, 4 octobre 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS (B).

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **THE MONTREAL LOAN & MORTGAGE COMPANY**, corps politique et incorporé, ayant sa prin-

two hundred and ninety two, two hundred and ninety three, two hundred and ninety four, two hundred and ninety five, two hundred and ninety six, two hundred and ninety seven, two hundred and ninety eight, two hundred and ninety nine, three hundred, three hundred and one, three hundred and two, three hundred and three, three hundred and four, three hundred and five, three hundred and six, three hundred and seven, three hundred and eight, three hundred and nine, (131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309), of the official subdivision of lot number four (4), of the official plan and book of reference of the village of Hochelaga; these lots bounded in front by Ontario street, in rear by the Chateauguay and Northern Railway track, on one side by Bennett avenue, and on the other side by lot number seven, of said plan and book of reference—with the buildings and dependencies thereon erected and forming but one and the same plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office.

Sheriff.

Montréal, 1st October, 1902.

3392

[First published, 4th October, 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **HENRY WILKES WALKER**, of the city and district of Montreal, auditor of the Grand Trunk railway system, Plaintiff; against the lands and tenements mentioned and described in the schedule marked A, annexed to the writ in this cause, the property of **DAME MARIA PATTERSON**, of the same place, widow of the late Edward C. Fraser, in his lifetime of the same place, Dame Sarah Watkins, of the said city of Montreal, wife separated as to property of Henry P. Wall, paint and oil merchant, of the same place, the said Henry P. Wall, for the purpose of authorizing and assisting his said wife, Dame Rosanna Fraser, of the said city of Montreal, wife of James Robert Glassford, gentleman, of the same place, and the said James Robert Glassford, for the purpose of authorizing his said wife, Defendants.

That certain lot of land situate on little Saint Antoine street, in the Saint Antoine ward, of the city of Montreal, being part of the lot known and designated on the official plan and book of reference of the said ward, by the number nine hundred and thirty five (935); the said portion bounded as follows: on the front, to the north west, by little Saint Antoine street, in rear, to the south east, by official lot number nine hundred and thirty-eight (938), the property of O. Fréchette, or representatives, and on the other side, to the north east, by the remaining portion of said lot No. 935, sold to Thomas M. Ritchie et al., by deed of sale passed before E. H. Stuart, notary, the 22nd day of May, 1872, the said portion containing about three thousand five hundred and ten feet, english measure, in superficies—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of NOVEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office.

Sheriff.

Montreal, 1st October, 1902.

3390

[First published, 4th October, 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS (B).

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE MONTREAL LOAN & MORTGAGE COMPANY**, a body politic and corporate, having its principal

cipale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de WILLIAM CHOQUETTE, FILS, ci-devant de la cité de Saint-Henri, dans le district de Montréal, maintenant des cité et district de Montréal, et WILFRID CHOQUETTE, de la dite cité de Montréal, Défendeurs conjointement et solidairement.

Saisi comme appartenant et en la possession des dits défendeurs, l'immeuble sitvant, savoir :

Ce lot de terre situé dans le quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, faisant front sur la rue Bruchési, connu sous le numéro sept cent soixante et huit (768), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier—avec (2) deux maisons en construction lambrissées en briques et dépendances sus-érigées et y appartenant.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 1er octobre 1902. Shérif, 3387.2
[Première publication, 4 octobre 1902.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } **C** CHARLES DESMARAIS, de No 45. } la cité de Hull, district d'Ottawa, jobber, Demandeur ; contre E M I L E ANGERS, de la cité et du district de Montréal, commis, et ALFRED TETU, de Gracefield, district d'Ottawa, arpenteur, Défendeurs.

Comme appartenant au dit Alfred Têtu :

Les lots numéros douze, treize et quatorze (12, 13 et 14), dans le sixième rang du canton de Bouchette, dans le dit district d'Ottawa—circonstances et dépendances y appartenant.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, en la cité de Hull, dit district d'Ottawa, le DIX-HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain 1902, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif, Hull, 22 octobre 1902. Shérif, 3603
[Première publication, 25 octobre 1902.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **D** DANS une cause où La No 1882. } Société de Construction Permanente de Québec, corp. politique et incorporé, ayant son établissement en la cité de Québec, était Demanderesse ; et Dame Delvina Ferland, épouse séparée quant aux biens par contrat de mariage de Paul Simard, de la cité de Québec, tailleur, et ce dernier mis en cause pour autoriser et assister sa dite épouse, étaient Défendeurs, la dite Demanderesse, LA SOCIETE DE CONSTRUCTION PERMANENTE DE QUEBEC ; contre la dite DAME DELVINA FERLAND, à savoir :

place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of WILLIAM CHOQUETTE, THE YOUNGER, formerly of the city of Saint Henri, in the district of Montreal, now of the city and district of Montreal, and WILFRID CHOQUETTE, of the said city of Montreal, Defendants jointly and severally.

Seized as belonging and in the possession of the said defendants, the immovable hereinafter mentioned, to wit :

That certain lot of ground situate in the Saint Antoine ward, in the city of Montreal and fronting on Bruchési street, and known under number seven hundred and sixty eight (768), of the official plan and book of reference of the said ward—with two frame houses encased with brick and dependencies thereto belonging and thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of NOVEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montreal, 1st October, 1902. Sheriff, 3388
[First published, 4th October, 1902.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } **C** CHARLES DESMARAIS, of No 45. } the city of Hull, district of Ottawa, jobber, Plaintiff ; against EMILE ANGERS, of the city and district of Montréal, clerk, and ALFRED TETU, of Gracefield, district of Ottawa, land surveyor, Defendants.

As belonging to the said Alfred Têtu :

Lots numbers twelve, thirteen and fourteen (12, 13 and 14), in the sixth range of the township of Bouchette, in the said district of Ottawa, with the members and appurtenances thereto belonging.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, in the said district of Ottawa, on the EIGHTEENTH day of NOVEMBER next, 1902, at TEN o'clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office, Hull, 22nd October, 1902. Sheriff, 3604
[First published, 25th October, 1902.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **I** N a suit in which The Quebec No 1882. } Permanent Building Society, a body politic and corporate, having its office in the city of Quebec, was Plaintiff ; and Dame Delvina Ferland, wife separated as to property by marriage contract of Paul Simard, of the city of Quebec, tailor, and the latter a party therunto to authorize and assist his said wife, were Defendants, the said Plaintiff, THE QUEBEC PERMANENT BUILDING SOCIETY ; against the said DAME DELVINA FERLAND, to wit :

La partie ouest du lot No 267 (deux cent soixante-sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Valier, de 34 pieds de front, ayant une profondeur de 70 pieds du côté ouest et 60 pieds du côté est; borné au nord à la rue Saint-Valier, au sud à la profondeur, à l'est aux représentants du docteur Gingras, et à l'ouest par les représentants Saucier—avec les bâtisses dessus construites, aussi un droit de passage au nord-est de la maison existant sur l'autre partie du dit lot, circonstances et dépendances. A la charge d'une rente foncière annuelle de \$4.00 payable, à l'Hôpital-Général de Québec, et aussi à la charge d'un bail d'un magasin et d'un logement privé dans la maison sus dite, en faveur de Alfred Morissette, le dit bail expirant le 30 avril 1906; loyer annuel de \$15.00.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 23 octobre 1902. 3627
[Première publication, 25 octobre 1902.]

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } **LA CITE DE QUEBEC**;
No 2311. } contre un INCONNU, à
savoir :

Le lot No 407 (quatre cent sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé rue Châteauguay—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle constituée de \$6.00, payable à la communauté des Religieuses de l'Hôpital Général de Québec, le 29 septembre.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 23 octobre 1902. 3625
[Première publication, 25 octobre 1902.]

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } **LA CITE DE QUEBEC**;
No 1671. } contre **JOSEPH DES-**
JARDINS, de la cité de Québec, dans le district de Québec, à savoir :

Le lot No 146 (cent quarante-six), de la subdivision du lot No 2098 (deux mille quatre-vingt-dix-huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Carillon—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$14.00, payable le premier août à la succession Renaud, de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 23 octobre 1902. 3623
[Première publication, 25 octobre 1902.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

The west part of lot No. 267 (two hundred and sixty seven), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot situate on Saint Valier street, of 34 feet in front, having a depth of 70 feet on the west side and 60 feet on the east side; bounded on the north by Saint Valier street, on the south by the depth, on the east by the representatives of doctor Gingras, and on the west by the representatives Saucier—with the buildings thereon erected, also a right of passage to the north east of the house built on the other part of the said lot, circumstances and dependencies. Subject to the charge of a yearly ground rent of \$4.00, payable to the Quebec General Hospital, and also to the charge of the lease of a shop and private dwelling in the said house, in favor of Alfred Morissette, said lease expiring on the 30th of April, 1906; yearly rent \$15.00.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY EIGHTH day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER

Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, 23rd October, 1902. 2628
[First published, 25th October, 1902.]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit : } **THE CITY OF QUEBEC**;
No. 2311. } against A PARTY UN-
KNOWN, to wit :

Lot No. 407 (four hundred and seven), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot situate on Chateauguay street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to a constituted yearly rent of \$6 00, payable to the Community of the Nuns of the General Hospital of Quebec, on the 29th of September.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY EIGHTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 23rd October, 1902. 3626
[First published, 25th October, 1902.]

FIERI FACIAS

Recorder's Court.

Quebec, to wit : } **THE CITY OF QUEBEC**;
No. 1671. } against **JOSEPH DESJARDINS**, of the city of Quebec, in the district of Quebec, to wit :

Lot No. 146 (one hundred and forty six), of the subdivision of lot No. 2098 (two thousand and ninety eight), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot situate on Carillon street—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to a yearly rent of \$14.00, payable to the Renaud estate, of Quebec, on the first of August.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY EIGHTH day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 23rd October, 1902. 3624
[First published, 25th October, 1902.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure. — District de Saint-François.*Saint-François, à savoir : } **GEORGE W. ADAMS,**
No 564. } Demandeur; contre**ELI LAXON ET AL,** Défendeurs, Miles G. Laxon, un des défendeurs en cette cause, en sa qualité de tuteur aux enfants mineurs issus du mariage de feu William Laxon et de feu Annie Reid.

Saisi comme appartenant aux défendeurs, les immeubles suivants, à savoir :

1° Ce morceau de terre connu comme la moitié nord-est de la moitié nord-ouest du lot numéro onze, dans le cinquième rang du canton de Shipton, dans le comté de Richmond, contenant cinquante acres de terre en superficie, plus ou moins ; borné au nord-est par la ligne de concession entre les quatrième et cinquième rangs, au sud-ouest par les représentants de feu Norris Williamson, au sud-est par Charles Boutelle *et al*, et au nord-ouest par la ligne de côté nord-ouest du dit lot—avec les bâtisses au-érigées et améliorations faites.

2° Cet autre morceau de terre connu comme le quart nord-est ou le quart de toute la largeur au bout nord-est du lot numéro douze, dans le dit cinquième rang du dit canton de Shipton, contenant cinquante acres de terre en superficie, plus ou moins ; borné au nord-est par la dite ligne de concession, au sud-ouest par un nommé Armstrong, et des deux côtés par les lignes de côté du dit lot—avec les appartenances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Anne de Danville, dans le village de Danville, le VINGT-CINQUIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi.

HENRY ALMER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 22 octobre 1902. 3613
[Première publication, 25 octobre 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior court. — District of Saint Francis.*Saint Francis, to wit : } **GEORGE W. ADAMS,**
No. 564. } Plaintiff ; against**ELI LAXON ET AL,** Defendants, Miles G. Laxon, one of the defendants in this cause, in his quality of tutor to the minor children issue of the marriage of the late William Laxon and of the late Annie Reid.

Seized as belonging to the defendants, the following immoveables, to wit :

1. That parcel of land known as the north east half of the north west half of lot number eleven, in the fifth range of the township of Shipton, in the county of Richmond, containing fifty acres of land in superficies, more or less ; and bounded on the north east by the concession line between the fourth and fifth ranges, on the south west by the representatives of the late Norris Williamson, on the south east by Charles Boutelle *et al*, and on the north west by the north west side line of said lot—with the buildings and improvements thereon erected and made.

2. That other parcel of land known as the north east quarter or fourth part of the entire width at the north east end of lot number twelve, in the said fifth range of the said township of Shipton, containing fifty acres of land in superficies, more or less ; and bounded on the north east by the said concession line, on the south west by one Armstrong, and on both sides by the side lines of said lot—with the appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the door of the parish church of the parish of Sainte Anne de Danville, in the village of Danville, on the TWENTY FIFTH day of NOVEMBER next, at ONE of the clock in the afternoon.

HENRY AYLMEY,

Sheriff's office, Shérif.
Sherbrooke, 22nd October, 1902. 3614
[First published, 25th October, 1902.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure, dans et pour le comté de Rouville.*

Canada, } **MOISE HALDE,**
Province de Québec, } Demandeur; vs
District de Saint-Hyacinthe. } **ALFRED OSTI-**
No 659. } **GUY,** Défendeur.

Un terrain situé en la paroisse de Saint-Jean Baptiste de Rouville, comté de Rouville, sur le rang Cardon, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Saint-Jean Baptiste, sous le numéro cinq cent quarante et un (No 541)—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean Baptiste de Rouville, le QUATRIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 1er octobre 1902. 3381-2
[Première publication, 4 octobre 1902.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court in and for the county of Rouville.*

Canada, } **MOISE HALDE,**
Province of Québec, } Plaintiff ; vs
District of Saint Hyacinth. } **ALFRED OSTI-**
No. 659. } **GUY,** Defendant.

A lot of land situate in the parish of Saint Jean Baptiste de Rouville, Rouville county, on range called Cardon, known and designated on the official plan and book of reference for said parish of Saint Jean Baptiste de Rouville, as lot number five hundred and forty one (No. 541)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Jean Baptiste de Rouville, on the FOURTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock of the forenoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Hyacinth, 1st October, 1902. 3382
[First published, 4th October, 1902.]

Proclamation

Canada,
Province de }
Québec.

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT } ATTENDU qu'en vertu
Proc.-Général. } des dispositions de
l'article 2499 des statuts refondus de la province de Québec, il est décrété que lorsqu'il le jugera convenable, le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir, par proclamation, dans et pour chaque comté, cité ou ville, dans cette province, une ou plusieurs cours de magistrat qui sont désignées d'après ces comtés, cités ou villes respectivement, où ces cours peuvent être établies comme suit : cour de magistrat pour le comté de, OU la cité de, OU la ville de (SUIVANT LE CAS, NOMMANT LE COMTE, LA CITE OU LA VILLE,) si plus d'une de ces cours sont établies pour un comté, chacune d'elles, après la première, est en outre désignée sous le nom du lieu, du village, de la cité ou de la ville où cette cour, par proclamation ou arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, peut être établie comme suit : La cour de magistrat pour le comté de (NOMMANT LE COMTE) à (NOMMANT LA VILLE, LE VILLAGE, LA CITE OU LE LIEU) ;

ET ATTENDU que Nous avons jugé à propos, pour la bonne administration de la justice et conformément à l'article 2499 ci-dessus cité, d'établir une cour de magistrat de district pour le comté de Richmond, à Windsor Mills, laquelle cour sera connue et désignée comme suit : "cour de magistrat pour le comté de Richmond à Windsor Mills", et devra être tenue dans une salle faisant partie du bloc Wattopokah, lequel bloc est sis et situé sur le morceau de terrain dans la ville de Windsor Mills, connu et désigné comme étant les lots Nos 822 et 823, des plan et livre de renvoi officiels du village de Windsor Mills.

A CES CAUSES, par et de l'avis du Conseil Exécutif de Notre Province de Québec, Nous avons réglé et ordonné, et par les présentes réglons et ordonnons : "Qu'une cour de magistrat pour le comté de Richmond, à Windsor Mills, est et sera établie."

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-DEUXIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

Sous-secrétaire de la province.

3633

Proclamation

Canada,
Province of }
Quebec.

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } WHEREAS under
Atty. General. } the provisions of
article 2499 of the revised statutes of the province of Quebec, it is enacted that the lieutenant governor in council, whenever he thinks proper, may, by proclamation, establish, in and for any county, city or town in this province, one or more magistrate's courts to be designated according to the respective counties, cities or towns wherein the same may be established, as follows: as magistrate's court for the county of, OR the city of, OR the town of (AS THE CASE MAY BE, NAMING THE COUNTY, CITY OR TOWN), where more than one such court is established for a county, then each, after the first, shall be further designated by the name of the place, village, city or town where such court may be established, as follows: the magistrate's court for the county of (NAMING THE COUNTY) at (NAMING THE TOWN, VILLAGE, CITY OR PLACE) ;

AND WHEREAS we have thought proper, for the good administration of justice, and in compliance with article 2499 herein above cited, to establish a district magistrate's court, for the county of Richmond, at Windsor Mills, which court shall be known and designated as follows: "magistrate's court for the county of Richmond, at Windsor Mills, shall be held in a hall forming part of the Wattopokah block, which block is situated and stands on the piece of land in the town of Windsor Mills, known and described as being the lots Nos. 822 and 823, of the official plan and book of reference of the village of Windsor Mills.

THEREFORE, by and with the advice of the Executive Council of Our Province of Quebec, We have ordered and decreed, and by these presents We do order and decree as follows, to wit: "That a magistrate's court for the county of Richmond, at Windsor Mills, is and shall be established."

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY SECOND day of the month of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and two, and in the second year of Our Reign.

By Command,

JOS. BOIVIN,

Deputy Provincial Secretary.

3634

Demande à la Législature

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de confirmer les lettres patentes incorporant "The Montreal Stock Yards Company", augmenter le fonds social de la dite compagnie, étendre ses pouvoirs en rapport avec icelle; posséder des immeubles et bâtisses pour banques, hôtels, abattoirs, réfrigérateurs et pour autres fins, faire le commerce d'animaux vivants, volailles et céréales, l'opération des abattoirs et balances publiques, la collection des taxes de marché, l'émission de bons, et pour autres fins en rapport à l'opération et le maintien d'un abattoir et parc aux animaux en général.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,
Soliciteurs des requérants.
Montréal, 22 octobre 1902. 3631

Application to the Legislature

Public notice is hereby given that application will be made at the next session of the legislature of the province of Quebec, for an act to confirm the letters patent incorporating The Montreal Stock Yards Company, to increase the capital stock of the said company, and to extend its powers in relation to; the owning of real estate and buildings for banking, hotel, abattoir, cold storage and other purposes, the dealing in live stock, poultry and cereals, the operation of abattoirs and public scales, the collection of market fees, the issuing of bonds, and for other purposes incidental to the operating and maintaining of an abattoir and stock yards generally.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,
Solicitors for applicants.
Montreal, 22nd October, 1902. 3632

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 43.

ANNONCEURS : — *Avis aux* : — Concernant avis, etc., 1773.

ASSOCIATION FORMÉE : — Société de Colonisation de Mattawaisie, 1778 ; Société de Colonisation de Témiscouata, 1777.

AVIS : — Arrêté en conseil : — Assemblée générale spéciale. — Cie de chemin de fer de colonisation Montford et Gatineau, 1786 ; Décret canonique annexant le village Turcot à la paroisse de Sainte-Elizabeth du Portugal, 1785 ; Encan de bagage et effets non réclamés : — Cie chemin de fer Québec Central, 1786 ; Tarif de péage pour le flottage des billots sur la rivière Batiscan et ses tributaires, 1779.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — *Avis au sujet des* : — Assemblée législative, 1781 ; Conseil législatif, 1779.

DEMANDES À LA LÉGISLATURE : — Les Frères Mineurs Capucins de Québec, 1783 ; Montreal Stock Yards Coy, 1798 ; The Sherbrooke Gas and Water Co., 1783.

ERRATUM : — Lire Narcisse Drouin au lieu de Nazaire Drouin, 1783.

FAILLIS : — Barrette, 1789 ; Brunelle, 1789 ; Dme Bechard, 1789 ; Fontaine, 1790 ; Grady, 1790 ; Guimond, 1791 ; Levert, 1790 ; Neilson & Tees, 1790 ; St. Pierre, 1789 ; Talbot & Fils, 1789 ; Trudeau, 1791 ; Wallace & Co., 1790.

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE : — La Cie de téléphone de Kamouraska, 1788 ; L'Union Agricole de Sainte-Anne, 1788 ; The Bellevue Land Coy, 1787 ; The Montreal Chemical Product Coy, 1787.

MEMBRES ÉLUS : — District électoral de Soulanges : — Arcade Bissonnette, 1773 ; District électoral de Stanstead : — Geo. Henri St. Pierre, 1773.

MINUTES DE NOTAIRES, DEMANDE DE TRANSFERT : — De Oct. Beaulieu à J. F. Goyette, 1779 ; De Z. Nepveu à N. Fauteux, 1778.

MUNICIPALITÉ ÉRIGÉE : — Saint-Ambroise, comté de Chicoutimi, 1786.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 43.

ADVERTISERS : — *Notice to* : — Respecting notices, &c., 1773.

ASSOCIATION FORMED : — Mattawaisie Colonization Society, 1778 ; Temiscouata Colonization Society, 1777.

NOTICES : — Order in council : — Special general meeting : — Monfort and Gatineau Colonization Railway Company, 1786 ; Canonical decree to annex the village Turcot to the parish of Sainte Elizabeth du Portugal, 1785 ; Auction of unclaimed freight and baggage : — Quebec Central Railway Coy, 1786 ; Tariff of tools for floating logs on the river Batiscan and its tributaries, 1779.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — *Notices Respecting the* : — Legislative Assembly, 1781 ; Legislative Council, 1779.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE : — "Les Frères Mineurs Capucins de Québec", 1783 ; Montreal Stock Yards Coy, 1798 ; The Sherbrooke Gas and Water Co., 1783.

ERRATUM : — Read Narcisse Drouin instead of Nazaire Drouin, 1783.

INSOLVENTS : — Barrette, 1789 ; Brunelle, 1789 ; Dme Bechard, 1789 ; Fontaine, 1790 ; Grady, 1790 ; Guimond, 1791 ; Levert, 1790 ; Neilson & Tees, 1790 ; St. Pierre, 1789 ; Talbot & Fils, 1789 ; Trudeau, 1791 ; Wallace & Co., 1790.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR : — La Cie de téléphone de Kamouraska, 1788 ; L'Union Agricole de Sainte Anne, 1788 ; The Bellevue Land Coy, 1787 ; The Montreal Chemical Product Coy, 1787.

MEMBERS ELECTED : — Electoral district of Soulanges : — Arcade Bissonnette, 1773 ; Electoral district of Stanstead : — Geo. Henri St. Pierre, 1773.

MINUTES OF NOTARIES, APPLICATION FOR : — From Oct. Beaulieu to J. F. Goyette, 1779 ; From Z. Nepveu to N. Fauteux, 1778.

MUNICIPALITY ERECTED : — Saint Ambroise, county of Chicoutimi, 1786.

NOMINATIONS :—*Commissaire pour recevoir affidavits*, 1774.

Commissaire d'écoles :— Deux-Montagnes, 1778 ; Maskinongé, 1774.

*Estimateurs :—*Municipalité de la paroisse de Saint-Laurent, 1774 ; Saint-Samuel de Horton, 1774.

*Inspecteur des sociétés de secours mutuels :—*Jos. Alex. Mercier, 1774.

Membre du Conseil des Arts et Manufactures :— Joseph Gosselin, 1774.

PROCLAMATIONS :—Convocation des Chambres, 1776 ; Municipalité du village de Brompton Falls, comté de Richmond, érigée, 1775 ; Cour de magistrat établie à Windsor Mill, 1798.

SÉPARATIONS DE BIENS :—Dmes Auger vs Lemoine, 1784 ; Boulerice vs Gatién, 1784 ; Chevalier vs Frenette, 1784 ; Desrochers vs Ouillette, 1784 ; Donaldson vs McKenzie, 1785 ; Gosselin vs Dickner, 1784 ; Joseph vs Greenspoon, 1784 ; Moraglia vs Ravaux, 1783 ; Riopel vs Demers, 1784.

SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Dme Pigeon vs Dupré, 1785.

VENTES PAR LES SHERIFFS :

ARTHABASKA :—The Jenckes Machine Co. vs Grégoire, 1791.

BEDFORD :—Meigs vs Clarke, 1792.

IBERVILLE :—Girard & Pelletier vs Remillard, 1792.

MONTREAL :—Bennett *ès-qual* vs Le National, 1793 ; Charlebois vs Lavallée *ès-qual*, 1793 ; The Montreal Loan & Mortgage Coy vs Choquette, 1794 ; Walker vs Dme Patterson *et al*, 1894.

OTTAWA :—Desmarais vs Angers *et al*, 1795.

QUÉBEC :—La cité de Québec vs Desjardins, 1796 ; La cité de Québec vs inconnu, 1796 ; La Société de Construction Permanente de Québec vs Dame Ferland, 1795.

SAINT-FRANÇOIS :—Adams vs Laxon *et al*, 1796.

SAINT-HYACINTHE :—Halde vs Ostigny, 1797.

APPOINTMENTS :—*Commissioner to receive affidavits*, 1774.

*School commissioners :—*Two Mountains, 1778 ; Maskinongé, 1774.

*Valuators :—*Municipality of the parish of Saint Laurent, 1774 ; Saint Samuel de Horton, 1774.

*Inspector of Mutual Benefit Associations :—*Jos. Alex. Mercier, 1774.

*Member of the Council of Arts and Manufactures :—*Joseph Gosselin, 1774.

PROCLAMATIONS :—Parliament convoked, 1776 ; Municipality of the village of Brompton Falls county of Richmond, erected, 1775 ; Magistrate court established at Windsor Mill, 1798.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY :—Dmes Auger vs Lemoine, 1784 ; Boulerice vs Gatién, 1784 ; Chevalier vs Frenette, 1784 ; Desrochers vs Ouillette, 1784 ; Donaldson vs McKenzie, 1785 ; Gosselin vs Dickner, 1784 ; Joseph vs Greenspoon, 1784 ; Moraglia vs Ravaux, 1783 ; Riopel vs Demers, 1784.

SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—Dme Pigeon vs Dupré, 1785.

SHERIFFS' SALES

ARTHABASKA :—The Jenckes Machine Co. vs Grégoire, 1791.

BEDFORD :—Meigs vs Clarke, 1792.

IBERVILLE :—Girard & Pelletier vs Remillard, 1792.

MONTREAL :—Bennett *ès-qual* vs Le National, 1793 ; Charlebois vs Lavallée *ès-qual*, 1793 ; The Montreal Loan & Mortgage Co vs Choquette, 1794 ; Walker vs Dme Patterson *et al*, 1794.

OTTAWA :—Desmarais vs Angers *et al*, 1795.

QUEBEC :—The city of Quebec vs Desjardins, 1796 ; The city of Quebec vs unknown, 1796 ; The Quebec Permanent Building Society vs Dme Ferland, 1795.

SAINT FRANCIS :—Adams vs Laxon *et al*, 1796

SAINT HYACINTH :—Halde vs Ostigny, 1797.